



Assemblée générale

Soixante-dixième session

11^e séance plénière

Dimanche 27 septembre 2015, à 15 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Lykketoft..... (Danemark)

La séance est ouverte à 15 h 5.

Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale

Points 15 et 116 de l'ordre du jour (suite)

Application et suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes

Suite donnée aux textes issus du Sommet du Millénaire

Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis d'Amérique.

M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté à la tribune.

Le Président Obama (*parle en anglais*) : C'est un grand honneur d'être ici pour parler de la question du développement durable. Dans un grand nombre de nos pays, en particulier dans les pays développés, il existe au sein de notre population un sentiment de compassion véritable envers ceux qui sont dans le besoin. Il y a une conscience de la pauvreté abjecte dans laquelle vivent tant de personnes dans le monde jour

après jour. Et pourtant, il est dit parfois que les efforts que nous déployons pour lutter contre la pauvreté et la maladie sont vains et ne donneront rien, qu'il y a certains endroits sans espoir et que certaines personnes et certaines régions sont condamnées à un cycle sans fin de souffrances. Nous sommes ici aujourd'hui pour enterrer ces mythes une fois pour toutes.

Aujourd'hui, nous mettons de côté le scepticisme et faisons place à l'espoir qui s'offre à nous lorsque nous agissons de concert. Parce que le monde s'est uni dans un effort sans précédent, la faim dans le monde a déjà reculé de façon spectaculaire. Des dizaines de millions de garçons et filles en plus vont aujourd'hui à l'école. La prévention et le traitement de la rougeole, du paludisme et de la tuberculose ont permis de sauver près de 60 millions de vies. Le nombre d'infections et de décès par le VIH/sida s'est effondré. Et plus d'un milliard de personnes sont sorties de l'extrême pauvreté – un milliard de personnes! Le monde entier peut s'enorgueillir de ces avancées historiques. Alors, disons-le aux sceptiques et aux cyniques : le développement marche. L'investissement dans la santé publique marche. Nous pouvons rompre le cycle de la pauvreté. Les peuples et les nations peuvent parvenir à la prospérité.

Malgré les cruautés de notre monde et les ravages de la maladie, des millions de vies peuvent être sauvées si nous nous y employons réellement et si nous œuvrons de concert. Le cynisme est notre ennemi. Croire en la capacité et en la dignité de chaque individu et reconnaître

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

15-29254(F)



Document adapté

Merci de recycler



que chacun d'entre nous peut jouer un rôle pour aider son prochain dans le monde, voilà le message que nous envoyons ici aujourd'hui. Grâce aux efforts déployés par nombre de personnes présentes ici aujourd'hui, nous pouvons mettre en avant les succès que nous avons remportés. Mais nous sommes également réunis ici aujourd'hui, parce que nous savons que notre travail est loin d'être terminé. Nous pouvons être fiers de ce que nous avons accompli, mais nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers.

Quand 11 garçons et filles meurent chaque minute de causes évitables, nous savons que nous avons encore du travail à faire. Quand des centaines de femmes meurent en couches chaque jour, nous savons que nous avons encore du travail à faire. Quand des dizaines de millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés, quand des centaines de millions de personnes n'ont pas d'eau potable ni de toilettes, nous avons encore tellement à faire. Aujourd'hui, quelque 800 millions d'hommes, de femmes et d'enfants vivent avec moins de 1,25 dollar par jour. Qu'on se l'imagine! En proie aux affres de la faim, des milliards de nos semblables risquent de mourir de maladies que nous savons prévenir. De nombreux enfants sont en danger de mort à cause d'une simple piqûre de moustique. C'est moralement indigne et profondément injuste. C'est littéralement une question de vie ou de mort, et aujourd'hui le monde doit agir. Nous ne pouvons laisser personne de côté.

C'est pourquoi, aujourd'hui, nous nous engageons à atteindre de nouveaux objectifs de développement durable (résolution 70/1), et ce faisant à mettre un terme à l'extrême pauvreté dans le monde. Nous le faisons en sachant combien la tâche sera difficile. Nous n'ignorons pas les défis qui se poseront à nous, mais nous savons également que c'est un engagement que nous devons impérativement prendre, car ce faisant, nous reconnaissons que notre lien le plus élémentaire, notre humanité commune, nous impose d'agir. Un enfant pauvre vivant dans un taudis lointain ou dans un quartier pas si éloigné d'ici est tout aussi égal, tout aussi digne de considération que n'importe lequel de nos enfants, n'importe lequel d'entre nous, n'importe quel chef de gouvernement ou dirigeant dans cette salle.

Nous le réaffirmons, appuyer le développement n'est pas un acte de charité, mais au contraire l'un des investissements les plus avisés que nous puissions faire dans notre avenir. Après tout, c'est le manque de développement – lorsque les personnes n'ont ni éducation, ni travail, ni espoir, lorsqu'elles ont le

sentiment que leur dignité humaine fondamentale est bafouée – qui contribue à alimenter tant de tensions, de conflits et d'instabilité de notre monde. Et j'en suis intimement convaincu, un grand nombre de conflits, de crises des réfugiés et d'interventions militaires au fil des ans auraient pu être évités si les pays avaient réellement investi dans la vie de leurs populations et si les nations les plus riches de la planète avaient été de meilleurs partenaires pour ceux qui tentent de s'élever.

Comme l'a dit Ralph Bunche, un des fondateurs de l'ONU :

« [La paix] n'est pas seulement une question d'hommes qui combattent ou non. Afin que la paix ait un sens [...] elle doit avoir des résultats concrets : pain ou riz, logement, soins de santé et éducation. »

Je suis ici pour dire que, dans le cadre de ces efforts, les États-Unis continueront d'être le partenaire de l'ONU. Il y a cinq ans, j'ai pris ici même (voir A/65/PV.11) l'engagement que l'Amérique continuerait d'être le chef de file mondial en matière de développement, et le Gouvernement américain reste de fait le premier donateur d'aide au développement, y compris en matière de santé mondiale.

En temps de crise, qu'il s'agisse de l'Ebola ou de la Syrie, nous sommes le plus grand fournisseur d'aide humanitaire. En période de catastrophe et de crise, le monde peut compter sur l'amitié et la générosité du peuple américain.

Néanmoins, la question qui se pose à nous, communauté internationale, est la suivante : comment allons-nous atteindre les nouveaux objectifs que nous avons fixés aujourd'hui? Comment pouvons-nous mieux faire notre travail? Comment pouvons-nous exploiter plus efficacement nos ressources et notre financement? Comment les pays donateurs peuvent-ils agir plus intelligemment, et les pays bénéficiaires faire plus avec ce qu'ils reçoivent? Nous devons tirer des enseignements du passé, voir où nous avons réussi afin de le faire à nouveau et comprendre où nous n'avons pas été à la hauteur pour combler ces lacunes. Nous commençons à prendre conscience que ce prochain chapitre du développement ne peut faire les frais d'anciens clivages entre pays développés et pays en développement. La pauvreté et les inégalités croissantes existent dans tous nos pays, et tous doivent déployer des efforts, y compris ici, aux États-Unis. C'est pourquoi, à la suite d'une terrible récession, mon gouvernement

s'est employé à empêcher que des millions de familles ne tombent dans la pauvreté. C'est pourquoi nous avons permis à plus de 17 millions d'Américains d'avoir accès à des soins de santé de qualité et abordables. Ici, dans ce pays, le pays le plus riche de la planète, nous continuons d'œuvrer chaque jour pour parfaire notre union, être plus égalitaires et plus justes, et accorder de l'importance aux éléments les plus vulnérables de notre société et nous soucier d'eux.

C'est pourquoi, aujourd'hui, je prends l'engagement que les États-Unis s'emploieront résolument à atteindre les objectifs de développement durable. Tant que je serai Président, et bien après la fin de mon mandat, je continuerai de lutter pour l'éducation, le logement, les soins de santé et les emplois qui font reculer les inégalités et ouvrent des perspectives, ici, aux États-Unis, et partout dans le monde, car cette tâche n'incombe pas seulement à la classe politique, mais à chacun d'entre nous.

Ce nouveau chapitre du développement ne peut avoir trait uniquement aux dépenses publiques. Nous devons œuvrer pour tirer parti des ressources sans précédent de notre monde interdépendant. En quelques années seulement, dans les domaines de la santé, de l'alimentation, de la sécurité et de l'énergie, mon gouvernement s'est engagé et a contribué à mobiliser plus de 100 milliards de dollars pour promouvoir le développement et sauver des vies. Suite au nouveau consensus dégagé à Addis-Abeba, je lance un appel pour que d'autres se joignent à nous. Un plus grand nombre de gouvernements, d'institutions, d'entreprises, d'associations caritatives, d'organisations non gouvernementales, de groupes confessionnels, de citoyens – nous devons tous mobiliser la volonté, les ressources et la coordination accrues nécessaires pour atteindre nos objectifs. Ce travail doit être mondial.

Dans le même temps, le prochain chapitre du développement doit être axé non seulement sur les sommes d'argent que nous dépensons, mais également sur les résultats que nous obtenons. Cela exige de nouvelles technologies et approches, le sens des responsabilités, des données et la science du comportement – le fait de comprendre que nous avons tiré des enseignements et qu'il existe de meilleures pratiques concernant le mode de vie réel des personnes, afin de pouvoir obtenir de bien meilleurs résultats. Cela signifie qu'il faut rompre les cycles de dépendance en aidant les populations à devenir plus autonomes : pas simplement en les

nourrissant mais en leur apprenant à subvenir à leurs besoins. Tel est l'objectif du développement.

Plutôt que de se contenter d'envoyer de la nourriture en période de famine – même si nous devons le faire pour éviter que les gens meurent de faim – nous devons également apporter de nouvelles techniques, des semences et des technologies à un plus grand nombre d'agriculteurs afin qu'ils puissent augmenter le rendement de leurs récoltes et accroître leurs revenus, nourrir plus de gens et permettre à des millions et des millions de personnes de sortir de la pauvreté. Au lieu de ne faire que réagir en cas d'épidémies telles que l'Ebola – même si nous devons le faire, et nous l'avons fait – renforçons également les systèmes de santé publique et la sécurité sanitaire mondiale afin de prévenir les épidémies. De plus en plus de pays prenant en mains leurs programmes de lutte contre le VIH/sida, les États-Unis se fixent deux nouveaux objectifs audacieux. Au cours des deux prochaines années, nous ferons en sorte qu'un plus grand nombre de personnes bénéficient de nos financements afin que près de 13 millions de personnes vivant avec le VIH/sida puissent obtenir un traitement nécessaire à leur survie. Nous allons en outre investir 300 millions de dollars pour contribuer à réduire de 40 % le nombre de nouvelles infections à VIH chez les jeunes femmes et les filles vivant dans les zones les plus durement touchées d'Afrique subsaharienne. J'estime que nous pouvons le faire pour arriver à une première génération sans sida.

Le prochain chapitre du développement doit également entraîner la croissance économique, pas seulement pour une poignée de personnes au sommet, mais une croissance durable et profitant à tous qui améliore le sort d'un grand nombre de personnes. Nous savons quels sont les ingrédients nécessaires à la création d'emplois et de perspectives. Ce n'est pas un secret. Lançons-nous dans des réformes qui attirent les échanges commerciaux et l'investissement dans des zones qui en ont besoin. Multiplions les échanges commerciaux et faisons plus ensemble, en permettant aux pays en développement de vendre davantage de leurs produits dans le monde entier. Investissons dans notre ressource la plus importante – nos populations – leur éducation et leurs compétences. Investissons dans des entrepreneurs novateurs, les jeunes dynamiques qui s'approprient les nouvelles technologies et lancent des sociétés; ils peuvent être à l'origine de nouvelles professions qui changeront le monde. J'ai rencontré des jeunes sur chaque continent; ils peuvent être des

pionniers, si nous leurs donnons les outils dont ils ont besoin.

Nos nouveaux objectifs de développement sont ambitieux mais, grâce aux efforts positifs d'un grand nombre de personnes présentes dans cette salle, ils peuvent être atteints si nous travaillons ensemble et si nous assumons les responsabilités que nous avons les uns à l'égard des autres. J'en suis convaincu. Les progrès faits ces dernières années nous donnent de l'espoir. Nous savons ce qui marche. Nous savons comment y arriver. Cependant, peut-être parce que c'est la septième année que je prends la parole devant l'Assemblée générale, j'ai tendance à être plus direct. À mesure que j'ai de plus en plus de cheveux gris, je suis de plus en plus enclin à dire ce que je pense. Je voudrais que l'on me comprenne quand je dis que nous n'atteindrons jamais nos objectifs si nous ne nous attaquons pas directement à plusieurs menaces insidieuses à la dignité et au bien-être des êtres humains partout dans le monde. Peu importe les efforts considérables faits par les organismes de développement, peu importe l'ampleur des donations faites et des engagements pris par les pays donateurs, si nous ne nous attaquons pas à d'autres éléments du développement, nous n'atteindrons pas les objectifs que nous nous sommes fixés.

Premièrement, le développement est menacé par la mauvaise gouvernance. Aujourd'hui, nous affirmons ce que nous savons être vrai en raison de dizaines d'années d'expérience : le développement et la croissance économique réellement durables et profitant à tous s'appuient sur des gouvernements et des institutions qui se soucient de leurs populations, sont responsables, respectent les droits de l'homme et assurent la justice pour tous, pas seulement pour quelques-uns. Face à la corruption qui détourne des milliards de dollars des écoles, des hôpitaux et des infrastructures vers des comptes en banque à l'étranger, les gouvernements doivent faire leurs la transparence, l'ouverture et l'état de droit. La lutte contre les financements illicites doit être une action mondiale car elle fait partie de nos efforts de développement. Les citoyens et les groupes de la société civile doivent être libres de s'organiser, de dire ce qu'ils pensent et d'œuvrer pour le progrès car c'est de cette façon que les pays se développent, c'est de cette façon qu'ils prospèrent.

Le développement est également menacé par les inégalités. Cela fait l'objet d'un débat politique dans notre pays, alors je veux être clair : ce n'est pas une chose contre quoi les États-Unis sont eux-mêmes immunisés.

Chaque pays est aux prises avec ce problème. Les plus riches et les plus puissants au sein de nos sociétés aiment que les choses restent telles qu'elles sont et jouissent souvent d'une influence politique disproportionnée. L'inégalité, c'est lorsque les enfants pauvres ont plus de risques de tomber malades et de mourir que les enfants des quartiers plus riches, juste à l'autre bout de la ville; lorsque les familles en milieu rural sont plus susceptibles de n'avoir pas accès à l'eau potable; lorsque des minorités ethniques et religieuses, des personnes handicapées ou des personnes ayant des orientations sexuelles différentes sont l'objet de discriminations ou n'ont pas accès à l'éducation et aux mêmes chances. Cela nous empêche tous de progresser. C'est pourquoi nous devons, dans tous nos pays, investir dans des actions qui nous permettent d'atteindre davantage de personnes, parce que personne ne devrait être laissé sur le bord du chemin en raison de son lieu de résidence ou de son apparence.

Le développement est menacé par les vieilles attitudes, celles en particulier qui refusent d'accorder des droits et des chances aux femmes. Dans trop d'endroits du monde, les jeunes filles ont moins de chances d'aller à l'école que les garçons. Dans le monde entier, les femmes ont moins de chances d'avoir un emploi que les hommes et plus de risques de vivre dans la pauvreté. Je l'ai déjà affirmé et je continuerai de le répéter : l'un des meilleurs indicateurs des chances de succès d'un pays est la façon dont il traite ses femmes. Lorsque les femmes ont une éducation et lorsqu'elles ont un emploi, leurs enfants ont plus de chances de faire des études et leur famille est plus florissante et en meilleure santé. La population dans laquelle elles vivent et leur pays s'en sortent mieux, également. Par conséquent, chaque pays – l'ensemble de nos pays – doit investir dans l'éducation, la santé et les compétences de nos femmes et de nos jeunes filles.

Je dois avouer ne guère m'arrêter à l'excuse qui consiste à dire : « Que voulez-vous, nous avons nos us et coutumes ». Je comprends – nous comprenons tous – qu'il existe dans toutes les sociétés une longue tradition de discrimination à l'égard des femmes. Mais cela n'est pas une excuse pour ne pas s'engager sur une nouvelle voie pour donner des chances à chacun, dans toutes les sociétés.

Le développement est menacé si nous ne reconnaissons pas l'incroyable dynamisme et les possibilités de l'Afrique d'aujourd'hui. Des centaines de millions d'Africains luttent toujours face à la misère et

aux maladies mortelles, à des agressions quotidiennes contre leur vie et leur dignité. Mais j'ai visité l'Afrique récemment, et ce que j'y ai vu m'a donné de l'espoir et devrait, je le sais, en donner également à tous ceux qui sont ici, car ce continent a réalisé des progrès impressionnants dans les domaines de la santé et de l'éducation. C'est l'une des régions dont la croissance est la plus rapide du monde, avec l'émergence d'une classe moyenne.

Durant mes voyages, les Africains, en particulier les jeunes, m'ont dit qu'ils ne veulent pas simplement de l'aide, mais qu'ils veulent des échanges commerciaux. Ils veulent des entreprises. Ils veulent des investissements. Par conséquent, j'invite le monde entier à nous rejoindre pour mobiliser comme nous le faisons actuellement des milliards de dollars dans de nouveaux échanges, dans des investissements et dans le développement en Afrique. Notre initiative Power Africa, destinée à apporter l'électricité et de nouvelles possibilités à plus de 60 millions de foyers et d'entreprises en Afrique, fait partie de cela. Si nous aidons l'Afrique à réaliser pleinement son potentiel, toute l'économie mondiale en bénéficiera. Tout le monde ici en profitera. Ce n'est pas un jeu à somme nulle. Nous nous sommes investis dans leur succès.

Le développement est également menacé par la guerre. Cela devrait être une évidence, mais elle mérite d'être rappelée. Ce n'est pas une coïncidence si la moitié des populations en situation d'extrême pauvreté dans le monde vivent dans des régions rongées par la violence et les conflits chroniques. Aujourd'hui, quelque 60 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été contraints d'abandonner leur foyer, pour beaucoup à cause des conflits qui ravagent le Moyen-Orient et l'Afrique. Nous ne pouvons ignorer ces crises humanitaires et ces réfugiés, et nous avons le devoir d'apporter l'aide d'urgence nécessaire immédiatement. Les pays qui le peuvent doivent faire davantage pour accueillir les réfugiés, en reconnaissant que ces enfants sont exactement comme les nôtres. Mais nos efforts doivent s'accompagner d'un difficile travail de diplomatie et de réconciliation pour mettre fin aux conflits qui trop souvent déchirent les sociétés. Comme je l'ai dit tout à l'heure, guerres et conflits risquent davantage de se déclencher quand il y a une mauvaise gouvernance, de profondes inégalités, des discriminations contre les minorités et certains groupes ethniques et un faible niveau d'éducation. Tous ces facteurs sont liés.

Enfin, le développement est menacé par les changements climatiques. Je tiens à remercier le Secrétaire général de l'impulsion et du travail extraordinaires que nous lui devons dans ce domaine. Tous nos pays seront touchés par des modifications du climat. Mais les plus pauvres de ce monde paieront le plus lourd tribut – de l'élévation du niveau des océans et de l'aggravation des sécheresses aux pénuries d'eau et d'aliments. Nous verrons apparaître des réfugiés des changements climatiques. Comme S. S. le pape François l'a dit à juste titre dans son appel au monde, ceci représente une injonction morale.

Dans tout juste deux mois, le monde aura l'occasion de s'unir autour d'un solide accord mondial sur le climat, pour lequel nous nous rendrons tous à Paris. Sous l'égide du Président Hollande et de tous les dirigeants de la planète, nous devons mettre en place les outils et les financements pour aider les pays en développement à adopter des énergies propres, à s'adapter aux changements climatiques et à se garder du faux dilemme qui opposerait développement économique et meilleures pratiques susceptibles de sauver notre planète. Nous pouvons entreprendre les mêmes actions en même temps. La vie de milliards de personnes, avec leurs semblables, dépend du travail que nous accomplissons.

Les générations futures de jeunes, qui nous regardent aujourd'hui comme demain, nous jugeront aux choix que nous ferons dans les mois et les années à venir. Eva Tolage est l'un de ces jeunes. Elle vit dans un village de Tanzanie. Elle a 15 ans et m'a écrit une lettre. Certains ici savent que je lis 10 lettres par jour; elles proviennent pour la plupart de l'intérieur des États-Unis, mais parfois d'autres régions du monde. En fait, je reçois 40 000 lettres par jour, et j'en lis 10.

Eva me parle de ses parents, des agriculteurs qui ont du mal à subvenir aux besoins de leurs sept enfants. Cette jeune fille de 15 ans – du même âge que mes filles – rêve d'aller à l'université, mais comme elle n'a pas beaucoup à manger, explique-t-elle, il lui est parfois difficile de se concentrer à l'école. Elle explique qu'il n'y a pas l'électricité à la maison, ce qui lui complique la tâche pour étudier le soir.

Cela ne veut pas dire que ses parents ne l'aiment pas et n'ont pas d'ambitions pour elle. Son père travaille extrêmement dur dans les champs pour payer ses études. Ils ont juste besoin d'un peu d'aide. « Je ne vais pas le laisser tomber. Je ferai tout ce que je peux », écrit-elle dans sa lettre. Ensuite, sachant que nous devons nous

réunir à ce Sommet pour aider les familles comme la sienne à avoir de meilleures conditions de vie, elle me pose une question qui pourrait s'adresser à tous nos pays : Que vont-ils s'engager à faire? Que vont-ils faire?

Il y a des milliards de garçons et de filles exactement dans la situation d'Eva. Ils sont en tous points comme nos enfants. Ils ont autant de talent et autant d'espoir pour l'avenir. Et ils sont prêts à travailler dur, et leurs parents les aiment autant que nous aimons nos enfants.

Le hasard de la naissance fait qu'il est beaucoup plus difficile pour eux que pour nos enfants de réaliser leurs rêves. Mais devant Dieu, ils sont tous les mêmes enfants. Ils sont tous aussi importants. Pour Eva et pour tous ceux qui tentent de survivre au jour le jour dans des conditions qu'un grand nombre d'entre nous peuvent à peine imaginer, il semble parfois que le monde ignore tout de leurs problèmes et de leurs rêves. Aujourd'hui, je voudrais dire à Eva et aux centaines de millions, aux milliards de personnes qui sont dans son cas : « Nous vous voyons. Nous vous entendons. » Nous avons lu leurs lettres. Nous nous engageons en tant que nations, en tant que monde uni, à accomplir cette tâche urgente, à venir en aide aux familles comme celle d'Eva qui se battent pour une vie meilleure, à mettre fin à l'injustice de l'extrême pauvreté, à défendre la dignité inhérente à chaque être humain, quoi qu'il en coûte. Nous ne pouvons les laisser tomber. Avec l'aide de l'Assemblée, nous tiendrons cet engagement.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président des États-Unis d'Amérique de sa déclaration, de son ferme engagement et de son leadership.

M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Paraguay.

M. Horacio Manuel Cartes Jara, Président de la République du Paraguay, est escorté à la tribune.

Le Président Cartes Jara (*parle en espagnol*) : L'adoption du programme de développement pour l'après-2015 (résolution 70/1) est le début d'une feuille de route ambitieuse pour les pays qui luttent contre la pauvreté en vue d'améliorer la qualité de vie de leurs citoyens, en particulier les plus vulnérables.

Une des priorités politiques de mon gouvernement est la lutte contre la pauvreté. Nous avons progressé vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, qui ont été adoptés en 2000. Depuis l'adoption de ces objectifs internationaux, nous sommes parvenus, à force de persévérance, à réduire de plus de 50 % la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté. Nous allons néanmoins poursuivre nos efforts et les concentrer sur les zones rurales, où les écarts sont encore plus marqués.

L'objectif principal de mon gouvernement est de garantir la sécurité alimentaire de la population afin d'éliminer la malnutrition une fois pour toutes. Le Paraguay a accompli une avancée décisive en renforçant la politique de nutrition scolaire, en s'appuyant sur l'agriculture familiale, afin de garantir les apports nutritionnels dont ont besoin les enfants pour avoir de bons résultats scolaires et mener une vie saine. Nous sommes un des pays de la région ayant le plus progressé dans ce domaine, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. L'adoption de la loi sur la nutrition scolaire et le contrôle sanitaire nous a permis de faire considérablement évoluer les politiques publiques, notamment en officialisant l'éducation alimentaire et nutritionnelle et en promouvant l'agriculture familiale grâce à une procédure d'achat simplifiée. La somme investie dans les programmes de nutrition scolaire s'élève à près de 95 millions de dollars, ce qui permet d'offrir un petit-déjeuner et un goûter à 90 % des élèves au niveau national et un déjeuner à 15 % d'entre eux. Nous sommes en train de faire évoluer la mentalité de la population, en particulier les enfants. Un exemple est le dessin d'un garçon de quatrième, Lucas Javier Armua, que je montre à l'Assemblée; Lucas est le gagnant paraguayen du concours régional « Nourrir le monde, préserver la planète », organisé par la FAO.

Nous savons qu'il existe un lien direct entre éducation et développement. Dans ce contexte, nous avons universalisé et consolidé l'accès à l'éducation primaire, et notre pays réalisera prochainement son objectif d'une couverture à 100 %. En 2014, le taux d'alphabétisation des jeunes était déjà supérieur à 98 %. À cet égard, nous ne sommes donc qu'à un pas de l'alphabétisation universelle, sans faire de distinction en fonction du sexe, de la zone de résidence et de la situation économique. Des progrès conséquents ont par ailleurs été accomplis en ce qui concerne le taux de scolarisation et la réduction de l'écart entre les sexes. À cet égard, je tiens à souligner que la proportion de femmes occupant

des postes de direction au niveau national est passée de 8 à 17 % au cours des 15 dernières années.

S'agissant du taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans, si nous maintenons la tendance observée ces derniers temps, nous réaliserons les objectifs recherchés. À la fin de 2013, le taux de couverture des accouchements assistés dans les centres de santé a dépassé 96 % au niveau national. Depuis juin 2014, notre gouvernement s'est lancé dans un projet visant à ramener à zéro le nombre de décès évitables, avec l'appui de l'UNICEF. Dans ce contexte, le taux de mortalité maternelle a diminué de près de 34 %, et le taux de mortalité des nouveau-nés a été ramené à 2 % durant la première année d'activité grâce à la formation continue du personnel de santé publique.

Nous avons le plaisir d'annoncer que le Paraguay a réalisé l'objectif du Millénaire concernant l'accès à des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement.

Le système financier paraguayen, qui a été renforcé ces dernières années, maintient des indices de solvabilité et de capitalisation adéquats. L'accès des petits agriculteurs au crédit augmente progressivement. Le succès de la politique monétaire du Paraguay en a fait le pays d'Amérique latine ayant le plus faible taux d'inflation. Ce facteur, entre autres, permet au produit intérieur brut du Paraguay d'avoir un des taux de croissance les plus rapides de la région. Selon le rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour 2014, le Paraguay est le deuxième pays d'Amérique latine en termes de rentabilité pour l'investissement étranger direct.

La réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement contribue à l'amélioration des conditions de vie de notre population et des générations futures. Nous savons qu'il reste beaucoup à faire, mais il est rassurant de savoir que nous avançons dans la bonne direction. Aujourd'hui, mon gouvernement réaffirme son attachement au Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1), dont l'objectif principal est de garantir le bien-être de l'ensemble de la population.

La solidarité et la coopération internationales sont cruciales pour que tous les pays du monde parviennent à coexister de manière harmonieuse, pacifique, respectueuse, juste et sans exclusive. Nous savons que les objectifs du développement durable que nous adoptons au cours de ce sommet sont ambitieux et

constituent un défi. Mais si nous parvenons à recueillir les consensus politiques nécessaires aux niveaux international, régional et national, ces objectifs seront tout à fait réalisables. Il est fondamental de mettre en œuvre et de consolider les politiques publiques, de même que d'allouer de manière opportune et rationnelle les ressources suffisantes. Nous devons nous attacher à investir efficacement les fonds publics en créant des mécanismes de mise en œuvre et de responsabilisation transparents.

Nous ne saurions ignorer le fervent appel de la Terre nourricière à protéger l'environnement. Les changements climatiques constituent un problème mondial et un défi majeur pour tous les gouvernements et tous les peuples du monde.

La République du Paraguay se félicite de la tenue du Sommet sur le développement durable, qui coïncide avec le soixante-dixième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. L'un des points clefs du Programme 2030 est celui des pays se trouvant dans des situations particulières. À cet égard, la communauté internationale s'engage à prendre des mesures concrètes pour surmonter les obstacles auxquels se heurtent les pays en développement sans littoral. Le Programme sera porteur de transformation pour cette catégorie de pays si tant est que leurs besoins et défis spécifiques soient inclus dans les programmes de travail des organisations internationales compétentes, des institutions financières internationales et, en particulier, des pays de transit. Nous sommes également convaincus que ces difficultés peuvent également donner naissance à de nombreuses possibilités, en particulier dans les domaines de l'infrastructure, de la logistique et de l'intégration. Il me plaît de mentionner que lors de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains qui s'est tenue en 2014 dans mon pays, les membres ont approuvé la déclaration d'Asunción sur le développement assorti d'inclusion sociale, qui est actuellement mise en œuvre.

Le Gouvernement paraguayen s'engage à appliquer le programme de développement durable pour l'après-2015, et à se conformer à ses processus de surveillance et d'examen aux niveaux national, régional et mondial. Il contribuera à faire en sorte que ces processus soient ouverts, transparents, rigoureux et fondés sur des données fiables et pertinentes. C'est précisément lorsque nous sommes confrontés à d'immenses défis que nous devons plus que jamais adhérer aux valeurs et principes fondamentaux, sans perdre de vue que la raison d'être des gouvernements

doit être la dignité des personnes, tout en considérant le bien commun comme le but ultime de nos efforts. Nous honorerons notre peuple et ouvrirons la voie aux générations futures. Que Dieu nous bénisse tous!

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président de la République du Paraguay de sa déclaration.

M. Horacio Cartes Manuel Jara, Président de la République du Paraguay est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République française.

M. François Hollande, Président de la République française, est escorté à la tribune.

Le Président Hollande : Ce que la communauté internationale va faire aujourd'hui en adoptant les objectifs de développement durable (résolution 70/1), c'est sans doute l'un des actes les plus décisifs de l'histoire de l'ONU, puisqu'il s'agit de nous engager envers les générations futures à rendre indissociables la lutte contre la pauvreté, le développement humain et la préservation de la planète. Pour y parvenir, le chemin a été long, très long. Il y a 28 ans, la Commission mondiale de l'environnement et du développement confiait à M^{me} Gro Harlem Brundtland un rapport intitulé « Un avenir commun » et, pour la première fois, il était question de développement durable. Cinq ans après s'est tenue la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro, marquant les engagements que le monde devait prendre, mais qui, hélas, pendant trop longtemps n'a pas été suivie d'effets.

Il aura donc fallu 28 ans pour qu'enfin nous puissions adopter ici, ensemble, les objectifs de développement durable. Vingt-huit ans pour que cette notion de développement durable puisse se traduire en une feuille de route concrète et universelle, avec des objectifs et des indicateurs. Vingt-huit ans de persévérance pour en terminer avec les divisions que parfois notre communauté peut entretenir, avec les aveuglements et avec les égoïsmes et pour faire en sorte que nous puissions unir nos 193 nations – Nord et Sud – sur ces objectifs. Je voudrais rendre hommage à l'ONU, mais aussi aux États, aux gouvernements, et surtout aux organisations non gouvernementales et à la société civile, qui ont contribué à cette prise de conscience, qui ont créé la pression indispensable pour que nous en arrivions là, et qui ont fait en sorte que nous

puissions avoir non pas simplement des proclamations, des déclarations et des incantations, mais des objectifs contenus dans un programme avec une feuille de route.

L'enjeu est de lutter contre les inégalités à l'échelle mondiale. En 2015, 1 milliard d'êtres humains continuent de vivre avec moins de 1 dollar par jour; une personne sur neuf dans le monde souffre de la faim; et 250 millions d'enfants – sans doute davantage – ne savent ni lire ni écrire. Des régions entières souffrent non seulement de la désertification, mais également de maladies, ce qui entraîne un nombre toujours croissant de réfugiés, à un moment où nous parlons beaucoup des réfugiés, parce qu'il en vient, hélas, beaucoup du Moyen-Orient ou d'Afrique, notamment en Europe.

Je voudrais rappeler ici ce qui est pour beaucoup de délégués une évidence : 80 % des réfugiés – qu'ils le soient en raison du climat, des guerres ou de la faim – sont accueillis dans les pays du Sud. Le Sud marque sa solidarité avec le Sud. Ce sont souvent les plus démunis qui accueillent les plus pauvres. Voilà pourquoi nous devons agir et décider. Nous ne devons non pas décider simplement à travers les objectifs de développement durable de vivre mieux; mais, pour beaucoup de ceux qui sont aujourd'hui concernés par la pauvreté ou par le dérèglement climatique, de vivre tout simplement. Ce que nous allons décider, ce n'est pas simplement de la qualité de la vie, c'est de la vie elle-même. Voilà pourquoi le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est une réponse majeure à ce qui est pour nous finalement l'enjeu de la cohésion de la planète. Nous avons retenu 17 objectifs, mais il y a trois priorités inséparables. La première d'entre elles est la préservation du climat, qui sera l'objet de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, que la France a la responsabilité d'accueillir à Paris.

Je sors d'un déjeuner avec les principaux chefs d'État et de gouvernement des continents les plus importants pour voir si un accord est possible. Je n'ai rencontré aucun chef d'État, aucun chef de gouvernement, qui me dit qu'il était contre un accord. Je pourrais donc en tirer la conclusion rapide que nous sommes sûrs de réussir. Mais tel n'est pas mon point de vue. Un accord est toujours possible. La question qui nous est posée c'est : quel accord? Quel niveau d'ambition? Quel engagement?

Et à Paris, il ne s'agira pas simplement de signer un texte, en pensant qu'en 2009, à Copenhague, nous n'avions pas été capables. Non! à Paris il faudra signer

un texte qui nous engagera pour des décennies et qui sera un accord qui concernera tous les pays, avec des différences de situations, mais avec aussi une valeur juridique qui fera que, régulièrement, tous les cinq ans, nous pourrons évaluer, mesurer, ce qui a été fait ou ce qui n'a pas été fait. L'objectif c'est d'éviter que la planète ne se réchauffe de plus de deux degrés à la fin du siècle. Pour beaucoup de pays, si la planète se réchauffait de plus de deux degrés, ce ne serait pas simplement un indicateur qui n'aurait pas été atteint, un objectif qui aurait été raté. Non! Cela signifierait simplement pour des pays qu'on appelle les États insulaires la disparition pure et simple à la fin du siècle. Cela signifierait pour beaucoup d'autres pays la désertification, la déforestation, et donc l'incapacité de vivre dans les conditions d'aujourd'hui.

Alors, à Paris, il faudra que nous prenions des engagements, des engagements à travers les contributions. Et j'appelle tous les pays à déposer ces contributions pour que, faisant masse de tous les engagements, nous puissions être à deux degrés seulement de réchauffement de la planète à la fin du siècle. Il faudra que nous prenions également des décisions pour qu'un prix du carbone soit fixé, qu'un prix soit envoyé à l'ensemble des acteurs économiques pour qu'ils puissent adapter leurs investissements et leurs comportements. Et puis nous aurons à régler la question des financements. Et c'est la question majeure.

Est-ce que nous sommes simplement entre pays développés qui regrettons les prélèvements que nous avons pu opérer sur les ressources naturelles, en essayant que les pays moins développés échappent à cette fatalité? Ou est-ce que nous rassemblons des financements pour permettre à des pays de sauter une étape et d'assurer leur transition énergétique, leur adaptation, pour qu'ils puissent faire un saut technologique et ainsi contribuer, pour eux-mêmes, à plus de croissance et, pour la planète, à moins d'émissions de gaz à effet de serre? Nous connaissons les chiffres. Ils ont été fixés déjà à Copenhague en 2009. Il nous faut trouver 100 milliards de dollars par an pour pouvoir assurer cette mutation, mais également cette politique de développement. Alors je vous appelle les uns et les autres à faire la pression jusqu'au bout pour qu'à Paris et, avant, à Lima – puisque le mois prochain il y aura une conférence sur les financements à Lima – nous puissions atteindre cet objectif de 100 milliards de dollars pour assurer la transition énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique. Et en même temps que nous posons cette priorité – elle est même cohérente avec la lutte contre la pauvreté, parce que le combat contre la faim, contre

les maladies, contre le difficile accès à l'eau et aux ressources naturelles, c'est le même combat – c'est avec les fonds de la transition énergétique, avec ce que nous pourrons dégager comme moyen de financement lors de la conférence de Paris que nous pourrons aussi agir contre la pauvreté et pour le développement et la croissance.

Je sais aussi que nous avons à mener spécifiquement des actions contre les maladies – le sida, le paludisme, la tuberculose. La France est le deuxième bailleur mondial dans le domaine de la santé et elle en est fière. Et lorsque s'est produit le virus Ebola, lorsque les pays – Libéria, Sierra Leone, Guinée – ont été touchés, c'est grâce à l'action internationale, c'est grâce aux organisations humanitaires, que nous avons pu éradiquer ce fléau. Et aujourd'hui, soyez-en fiers et saluons les pays qui ont fait aussi les efforts nécessaires. L'Ebola a été vaincu en Sierra Leone, au Libéria et en Guinée. Donc nous pouvons agir et nous devons agir.

Et puis, le troisième combat que nous avons à mener. Il est là aussi lié au précédent. Nous ne voulons pas simplement vivre sur une planète qui ne se réchaufferait plus. Nous ne voulons pas simplement qu'il y ait moins d'inégalité. Nous voulons que l'être humain en tant que tel puisse faire valoir ses droits, pour que les femmes puissent contribuer elles-mêmes à la production de richesses, que les libertés fondamentales soient reconnues, que la lutte contre la corruption soit engagée, que les conflits trouvent leur solution. Tout se tient. Et dans les objectifs de développement durable, il ne s'agit pas simplement de réduire les inégalités, il s'agit de vivre différemment sur le monde.

Afin de mettre en œuvre ces politiques, je l'ai dit, il faudra des ressources. J'ai évoqué celles qui sont nécessaires pour le climat. Mais levons un doute : ce n'est pas parce que nous allons faire davantage pour le financement du climat que nous devons faire moins pour le développement. Et c'était là aussi très important qu'à l'Assemblée générale des Nations Unies, il puisse y avoir les objectifs de développement durable avec un accord, et puis ensuite la conférence de Paris sur le climat. L'une et l'autre étant liée, mais l'une ne se substituant pas à l'autre. Et c'est pourquoi nous devons augmenter les aides publiques au développement, et ce que nous allons faire aujourd'hui, c'est de demander à tous ceux qui vont accepter l'idée des objectifs de développement durable, du Programme qui nous est proposé, c'est d'augmenter leur contribution pour le développement. Et la France, qui veut toujours montrer l'exemple – même si cela peut

parfois être exigeant – la France qui va accueillir la conférence sur le climat et qui veut également appeler à des comportements qui puissent être exemplaires, la France a décidé d'augmenter le niveau de l'aide publique au développement pour dégager quatre milliards d'euros de plus à partir de 2020.

Et j'ai décidé également de faire une grande réforme de l'aide publique au développement avec l'Agence française de développement qui va, avec un grand établissement financier français, la Caisse de dépôt, être la plus grande banque européenne pour le développement – de façon à ce que nous puissions tenir nos engagements et pas simplement afficher les chiffres qui ne sont jamais tenus. Et puisque nous avons voulu nous aussi, la France, avec une partie des pays de la zone euro, créer une taxe sur les transactions financières, cette taxe sera sans doute – nous faisons tout pour qu'il en soit ainsi – créée et introduite au début de l'année 2017. Et bien, une partie de cette taxe sera affectée à la lutte contre les inégalités, à la lutte contre le réchauffement et les grandes pandémies. C'est un engagement que je prends aussi devant vous.

Nous connaissons nos adversaires. Ils s'appellent indifférence, insouciance, indolence. Ils s'appellent aussi fatalité. C'est l'idée qu'il y aurait toujours une solution miracle, que la communauté internationale se mettra toujours d'accord, qu'il y aura une technologie ou une invention qui pourra nous éviter de prendre nos responsabilités. Et bien non! À un moment, ce sont les femmes et les hommes qui décident de leur avenir, de leur destin. Aujourd'hui, l'Assemblée a réussi après tant d'années – 28 ans – à se mettre d'accord pour adopter les objectifs de développement durable et un programme. Ma responsabilité en décembre prochain, c'est que nous puissions aussi nous mettre tous d'accord pour lutter contre le réchauffement climatique et assurer la vie sur notre planète pour longtemps.

Le Copräsident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président de la République française de sa déclaration.

M. François Hollande, Président de la République française, est escorté de la tribune.

Le Copräsident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président du Costa Rica.

M. Luis Guillermo Solís Rivera, Président de la République du Costa Rica, est escorté à la tribune.

Le Président Solís Rivera (*parle en espagnol*) : C'est avec un immense enthousiasme que je suis venu à ce sommet historique consacré à l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1), afin d'y représenter une nation qui, depuis de nombreuses années, œuvre sans relâche pour réaliser le rêve de sa transformation en une société durable. Les objectifs que nous nous sommes fixés sont immenses et ambitieux, et c'est bien de cela qu'il s'agit : de rêver en grand format. Je suis convaincu que les décisions que nous avons adoptées et celles que nous adopterons à l'avenir sont susceptibles de transformer nombre de ces rêves – les rêves de l'Assemblée – en réalités. Nous sommes au tout début du processus de mise en œuvre du Programme, et je voudrais présenter quelques-uns des succès que nous avons enregistrés et des défis qui attendent le Costa Rica.

La lutte pour l'équité au Costa Rica remonte au début du XIX^e siècle. Ce rêve a commencé à devenir une réalité en 1847, lorsque les filles ont eu, à l'égal des garçons, le droit d'accéder gratuitement au système éducatif. En 1950, pour la première fois, les femmes ont pu voter, et ma prédécesseur, M^{me} Laura Chinchilla Miranda, a été la première femme Présidente du Costa Rica. En outre, il y a quelques semaines, une illustre juge costaricienne de la Cour pénale internationale, M^{me} Elizabeth Odio Benito, a été élue juge à la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Actuellement, le Costa Rica dirige les efforts de ceux d'entre nous qui, à l'ONU, sont convaincus qu'il est temps que les fonctions de Secrétaire général soient occupées par une femme.

Avec ce Programme, nous réaffirmons que oui, c'est possible, et nous nous engageons à faire en sorte que les filles et les femmes bénéficient d'un accès égal à une éducation sans exclusive, équitable et de qualité, aux ressources économiques et à la participation politique, ainsi qu'aux mêmes chances que les hommes s'agissant de l'accès aux emplois et aux postes à responsabilités et de la participation à l'élaboration et à la prise de décisions à tous les niveaux. Nous sommes convaincus que la coresponsabilité sociale d'y veiller constitue une étape essentielle sur la voie de l'autonomisation des femmes.

Notre attachement à la technologie remonte lui aussi au XIX^e siècle. En 1884, deux ans après que l'électricité eut commencé à éclairer la ville de New York, elle est arrivée dans notre capitale, San José. En 1940 a été fondé l'Institut costaricien de l'électricité, un établissement qui a réussi à considérablement

développer les sources d'énergie renouvelables et à relier plus de 99 % du territoire national aux réseaux de distribution électrique, garantissant ainsi une électricité stable et de qualité à des prix concurrentiels dans la région.

À la date d'aujourd'hui, cela fait plus de 200 jours – à de très rares exceptions près – que toute l'électricité du Costa Rica est produite sans recours aux hydrocarbures. Ce faisant, nous avons prouvé que oui, c'est possible, et nous avons renouvelé notre engagement à permettre un accès universel et solidaire à un approvisionnement énergétique abordable, fiable et durable.

Réaliser le développement durable n'est donc pas un exercice rhétorique pour mon pays, et n'a pas non plus à l'être pour les pays du reste du monde. En 2002, le Costa Rica a annoncé le premier moratoire sur l'exploitation pétrolière. Sous mon gouvernement, il a été prorogé jusqu'à l'année 2021.

Aujourd'hui, nous décidons également de faire en sorte que notre pays atteigne la neutralité carbone avant 2021 – et nous renouvelons notre engagement à cet égard. Nous comprenons bien que le développement durable couvre une très large gamme d'activités qui vont des transports publics à l'agriculture biologique et durable, en passant par l'écotourisme, lequel compte parmi les principaux accomplissements de mon pays.

Nous avons également décidé que oui, il était possible de relever l'un des défis les plus importants du Programme 2030, en garantissant des modes de consommation et de production durables.

Oui, c'est possible. Et nous appelons à la promotion de sociétés pacifiques, justes, sans exclusive, libres de toute peur ou violence. Le Programme 2030 l'affirme clairement : « il ne peut y avoir de développement durable sans paix ni de paix sans développement durable. »

Le moment est venu de faire une pause et de réfléchir à la manière dont nous allons mettre en œuvre le Programme 2030. Au Costa Rica, à cette tribune et dans cette salle, nous avons répété à plusieurs reprises, au fil de nombreuses années, que le désarmement est un mécanisme qui permettrait au monde de consacrer des ressources considérables au développement. Miser sur le désarmement, c'est miser sur la paix, sur une culture de paix, une culture de non-violence. L'équivalent de 1 776 milliards de dollars ont été consacrés en 2014 aux dépenses militaires dans le monde. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité figurent parmi les six

premiers en termes de dépenses militaires, et ils sont les premiers producteurs et exportateurs d'armes au monde. Nous leur lançons un appel fraternel, et néanmoins énergique : nous leur demandons de réorienter leurs dépenses vers le développement durable. Je leur garantis qu'il n'y pas de meilleure formule pour la sécurité de leurs propres pays que de garantir le développement durable du monde entier.

Le Costa Rica se prépare à lancer avec enthousiasme la mise en œuvre nationale du Programme 2030, en l'intégrant à tous les niveaux de sa planification nationale. Nous sommes convaincus qu'une coordination est nécessaire, et nous avons donc créé le Conseil national du développement durable, qui permet une gestion institutionnelle grâce à des relations fluides entre tous les acteurs publics et privés du pays. Nous avons étudié les meilleures pratiques d'autres pays en la matière, et tiré les enseignements de leurs expériences dans ce domaine.

En tant que pays à revenu intermédiaire, comme nombre des pays qui sont représentés ici, nous avons compris que, malgré nos progrès multiples dans divers domaines stratégiques, nous n'avons pas pu avancer à la vitesse que notre société exige, ni dans tous les secteurs qui garantissent le bien-être de toutes les personnes. Je renouvelle l'appel que mon pays a lancé pour que l'Organisation progresse dans l'élaboration d'un plan d'action pour la coopération avec les pays à revenu intermédiaire. Plus de 70 % des personnes qui vivent dans la pauvreté dans le monde se trouvent dans les pays qualifiés à mauvais escient de « pays à revenu intermédiaire » – qualificatif qui sert de prétexte, dans l'univers étatique, pour abandonner la coopération avec ces États –, des pays où le défi des inégalités persiste et où la mauvaise redistribution des ressources est le premier problème que nous devons régler. Nous demandons donc une meilleure coordination interne et l'existence du cadre institutionnel nécessaire au sein de l'ONU pour appuyer nos efforts.

Le Costa Rica invite à entamer la définition d'un indice du développement qui tienne compte de la nature multidimensionnelle de la pauvreté et qui intègre des critères allant au-delà du seul revenu par habitant. Le défi mondial de l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes nécessite des instruments adéquats, et le Costa Rica est attaché à leurs conception et mise en œuvre. Cette exigence a été appuyée par une multitude de délégations récemment, dans le cadre d'une réunion de haut niveau organisée par mon pays.

Ces propositions concernant les moyens de mise en œuvre doivent se nourrir des accords que nous avons déjà conclus à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement. Elles doivent être des piliers centraux des discussions futures et servir notamment de base aux engagements fermes concernant les changements climatiques que, je l'espère, nous prendrons en décembre à Paris. Je félicite le Président François Hollande pour le rôle de premier plan qu'il a joué dans ce processus et je salue la décision prise par le Président Barack Obama d'assister à la conférence de Paris, après avoir courageusement lancé son plan ambitieux d'énergie propre en août. Il nous appartient de parvenir à Paris à un accord majeur et rigoureux qui obligera véritablement le monde à concentrer ses efforts, une fois pour toutes, sur la conservation et la préservation de l'espèce humaine. C'est là un impératif qui ne peut pas être remis à plus tard.

Le Costa Rica a tracé un chemin vers le désarmement, qui revêt une importance cruciale pour la réalisation du développement durable. Le 1^{er} décembre 1948, date à laquelle le Costa Rica a aboli son armée, le fondateur de notre Seconde République, José Figueres Ferrer, a déclaré :

« À la patrie de Washington, de Lincoln, de Bolívar et de Martí, aujourd'hui, nous disons : Ô, Amériques, d'autres peuples, également tes fils, t'offrent leurs grandeurs. Le petit Costa Rica souhaite t'offrir à jamais, comme maintenant, avec tout son cœur, son amour de la civilité et de la démocratie. »

Soixante-sept ans plus tard, alors que nous célébrons le soixante-dixième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies et prenons un engagement en faveur du Programme 2030, le petit Costa Rica souhaite, une fois de plus, offrir à jamais et cette fois-ci au monde entier, son cœur, son amour et son attachement à la démocratie et à la liberté comme un modèle viable qui promeut la solidarité, l'éducation, l'inclusion, la transparence, la justice et la paix.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président du Costa Rica de sa déclaration.

M. Luis Guillermo Solís Rivera, Président de la République du Costa Rica, est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Ghana.

M. John Dramani Mahama, Président de la République du Ghana, est escorté à la tribune.

Le Président Mahama (*parle en anglais*) : Je transmets à l'Assemblée les chaleureuses salutations du peuple ghanéen, qui est, à n'en pas douter, le pays le plus amical du monde.

L'adoption, vendredi, du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1), qui comprend 17 objectifs de développement durable, constitue un renouvellement majeur de l'engagement du monde à lutter contre les inégalités grandissantes, à éliminer la pauvreté extrême et à s'attaquer aux défis liés aux changements climatiques au cours des 15 prochaines années. L'adoption des nouveaux objectifs à un moment où l'Organisation des Nations Unies célèbre ses 70 ans peut offrir un espoir aux jeunes du monde qu'après des décennies d'existence, l'Organisation reste consciente des défis qui se posent aujourd'hui.

Ce que nous avons adopté _ les objectifs de développement durable – est peut-être le programme de développement porteur de transformation le plus ambitieux qui soit dans l'histoire de l'ONU. Nous devons nous attaquer d'urgence aux problèmes identifiés dans les 17 objectifs, tout en saisissant l'occasion que nous offre leur adoption pour finir le travail inachevé des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de développement durable, il importe de définir un nouveau paradigme de développement. Le niveau élevé de consommation des sociétés enclines au gaspillage que nous considérons comme développées ne saurait servir de modèle pour le développement durable. Si les attraits des grandes villes du monde dit « développé », tels que les centres commerciaux où abondent les biens de consommation de tout genre, les enseignes étincelantes au néon et les chaînes de restauration rapide, constituent le critère d'un pays développé, il nous faudra deux autres planètes de la taille de notre planète pour maintenir et préserver la race humaine. Les ressources du monde ne sont pas infinies. Si nous voulons atteindre l'objectif d'un mode de consommation et de production durable, comme le prévoit l'objectif 12, nous devons revoir le lien qui existe entre la main-d'œuvre, la production et le capital.

La voie vers le développement durable au Ghana et dans de nombreux autres pays d'Afrique a été difficile. Dans l'ensemble, nous sommes encore des producteurs de produits primaires, alors que les pays développés s'occupent de la transformation secondaire et tertiaire et réexportent les produits finis chez nous. Si nous voulons que les jeunes d'Afrique trouvent un emploi dans leur pays et cessent de tenter la dangereuse traversée de la Méditerranée pour gagner les terres plus clémentes de l'Europe, il nous faut examiner le rôle que l'Afrique joue dans la production mondiale. Une partie importante de la transformation et de la création de valeur ajoutée doit revenir dans notre continent.

Du haut de cette tribune à l'Organisation des Nations Unies, je m'engage vis-à-vis du peuple ghanéen à poursuivre, de manière énergique et dynamique, la mise en œuvre du programme de transformation de notre pays dans le cadre des objectifs de développement durable qui viennent d'être adoptés, afin d'instaurer une vie digne qui garantit que personne ne sera laissé pour compte. En mettant en œuvre le programme de transformation élaboré par notre commission de planification du développement national, nous visons à diversifier la production et les exportations, à renforcer notre compétitivité sur les marchés internationaux, à augmenter la productivité de toutes nos ressources et à mettre à niveau nos technologies afin de réaliser le bond très attendu qui nous permettra de sortir de la pauvreté.

L'Agenda 2063 de l'Union africaine plaide en faveur d'une intégration de nos économies à l'échelle du continent, en vue d'accélérer le rythme des changements porteurs de transformation. Pour y parvenir, nous devons investir dans notre capital humain par le biais de l'éducation et des soins de santé, accélérer le développement des infrastructures de façon à relier les économies africaines et remédier aux inégalités, tout en instaurant des relations constructives avec le secteur privé. En mettant l'accent sur la réalisation des objectifs de développement 2 et 7, l'Afrique disposera de l'élan dont elle a besoin pour assurer sa croissance économique et sa transformation.

La « révolution verte » n'a jamais vraiment décollé en Afrique. Or, notre continent dispose d'une partie importante des terres arables restantes dans le monde. Grâce à des semences améliorées, aux engrais, aux technologies appropriées et aux conseils de vulgarisation agricole, nous pourrions non seulement augmenter la productivité agricole en Afrique, mais aussi fournir des emplois à la population croissante de jeunes. Cela

concorderait également parfaitement avec l'expansion du secteur agroalimentaire et de l'agro-industrie, dans lesquels l'Afrique a un avantage comparatif.

La priorité accordée à l'accès à l'énergie moderne et durable dans l'objectif 7 met en relief la situation de l'Afrique d'aujourd'hui, où la pénurie d'électricité demeure un obstacle constant à son développement économique. À titre d'exemple, je peux citer le Ghana, où deux décennies de croissance économique positive ont conduit à une augmentation annuelle moyenne de la demande d'énergie de l'ordre de 10 à 12%. De ce fait, la demande d'électricité a dépassé l'offre. Afin d'assurer le fonctionnement de notre réseau, nous avons dû mettre en place un système de gestion de la charge que les Ghanéens, avec humour, appellent « dumso », ce qui veut dire en langue locale « éteint et allumé ». Nous avons mis en place un programme visant à introduire une production d'urgence dans le système de transmission, mais nous savons que nous devons veiller à utiliser autant que possible des sources d'énergie propre si nous voulons que cela profite aux générations actuelles et futures.

Les objectifs du Millénaire pour le développement nous ont été utiles. Ces 15 dernières années, ils nous ont aidés à faire face aux inégalités socioéconomiques et aux disparités de développement national, régional et mondial. Depuis septembre 2000, les OMD ont toujours formé une partie essentielle du cadre national de développement du Ghana. Cela nous a permis de faire des progrès modestes mais non négligeables dans la réalisation de ces objectifs. Le Ghana est donc bien placé pour poursuivre les objectifs de développement durable de l'après-2015, et il est déterminé à le faire.

Le Ghana est un des pays africains dont l'économie connaît la croissance la plus rapide, et le fait qu'il appartient désormais à la catégorie supérieure des pays à revenu intermédiaire est à la fois source de possibilités et de défis redoutables. Inspirés et guidés par les objectifs de développement durable, nous ne doutons pas néanmoins de notre capacité de surmonter ces épreuves. Nous avons un projet et un programme de développement pour les 15 prochaines années et, au nom du Gouvernement et du peuple ghanéens, je prends l'engagement que nous appuierons la réalisation des objectifs de développement durable et que nous œuvrerons à cette fin. Nous espérons travailler avec d'autres partenaires, aux niveaux régional et mondial, pour concrétiser ces objectifs.

Notre monde est doté de ressources pouvant permettre à chaque homme, femme, enfant, personne handicapée ou âgée, de mener une vie heureuse, comblée, à l'abri du danger, et marquée par l'espoir et le rêve plutôt que par la pauvreté et la désillusion. Le moment est maintenant venu d'agir ensemble pour le progrès auquel nous aspirons tous. La réalisation des objectifs de développement durable transformera notre monde, et le Ghana est déterminé à les atteindre.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président du Ghana de sa déclaration.

M. John Dramani Mahama, Président de la République du Ghana, est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis du Mexique.

M. Enrique Peña Nieto, Président des États-Unis du Mexique, est escorté à la tribune.

Le Président Peña Nieto (*parle en espagnol*) : Quelle meilleure façon de célébrer le soixante-dixième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies que de redonner espoir en un avenir riche en perspectives pour tous les pays du monde! Le Mexique se félicite de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1), un accord historique pour l'humanité en faveur de l'insertion sociale, de la prospérité commune, de la protection de l'environnement, du respect des droits de l'homme et de la paix pour tous. Les 17 objectifs de développement durable et les 169 cibles figurant dans le Programme traduisent la ferme détermination des pays à s'attaquer aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux complexes de notre époque.

Il est évident qu'il n'y a pas de solutions faciles ni de raccourcis pour régler les problèmes auxquels l'humanité est confrontée. Les changements positifs et durables dont notre monde a besoin ne peuvent être obtenus qu'au prix de la responsabilité, de la persévérance et des efforts de tous. C'est là précisément l'essence du Programme 2030 : mettre en place une alliance mondiale sérieuse et de grande envergure fondée sur les valeurs et les aspirations qui ont abouti à la création de l'Organisation des Nations Unies. Ce document fondamental est le résultat d'un dialogue sans exclusive, constructif et transparent qui donne un nouveau souffle au multilatéralisme en tant que force porteuse de transformation pour notre civilisation.

Ce fut pour le Mexique un grand honneur que de prendre part aux consultations et, bien entendu, aux négociations finales relatives au nouveau programme. C'est avec fierté et satisfaction que mon pays salue l'inclusion dans le Programme 2030 de plusieurs propositions que nous avons présentées : premièrement, faire de l'intégration sociale et économique le principe directeur des nouveaux objectifs de développement durable; deuxièmement, adopter une définition plus large de la pauvreté, fondée sur une approche multidimensionnelle qui, outre les revenus des personnes, prend également en considération leur accès réel à des droits fondamentaux, notamment l'alimentation, l'éducation, la santé, la sécurité sociale et des services de base en matière de logement; troisièmement, considérer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes comme des facteurs transversaux du développement; quatrièmement, reconnaître les droits des migrants et leur contribution au développement de leurs pays d'origine et de destination; et, cinquièmement, tenir compte de la préservation de la biodiversité et prendre des engagements au niveau national pour lutter contre les changements climatiques en tant qu'instruments essentiels au développement durable – dans le respect de cette responsabilité, le Mexique accueillera en 2016 la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique; et, sixièmement, reconnaître que l'état de droit est une condition indispensable au développement.

Maintenant que le Programme 2030 a été défini, c'est aux pays qu'il revient d'appliquer les politiques publiques qui leur permettront d'atteindre les objectifs et cibles qu'il contient. À cet égard, le Mexique appelle tous les pays à s'approprier les principes d'ouverture et de participation citoyenne qui caractérisent le nouveau modèle de gouvernement ouvert. C'est ce que nous allons d'ailleurs proposer à l'occasion du Sommet mondial du Partenariat pour le gouvernement ouvert, qui sera organisé dans mon pays dans un mois.

La communauté internationale a réussi à se mettre d'accord sur le contenu du Programme 2030. Le défi qu'il faut maintenant relever consiste à assurer sa bonne mise en œuvre. Bien que le Programme ait un caractère universel, sa mise en œuvre intégrale passe par des stratégies nationales. Conscient de cela, le Mexique considère que le Programme 2030 est à la fois un engagement national et une mission collective. En associant nos efforts, notre volonté et nos ressources, nous atteindrons les objectifs et cibles énoncés dans le Programme et serons en mesure de transformer de manière positive la vie de millions de Mexicains

et, ainsi, de contribuer également au développement de tous.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président des États-Unis du Mexique de sa déclaration.

M. Enrique Peña Nieto, Président des États-Unis du Mexique, est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République de Lituanie.

M^{me} Dalia Grybauskaitė, Présidente de la République de Lituanie, est escortée à la tribune.

La Présidente Grybauskaitė (*parle en anglais*) : L'année 2015 est décisive pour le développement durable. Nous sommes très satisfaits du succès des négociations sur le nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1), un document porteur de transformation et, surtout, axé sur l'être humain. J'espère qu'il aura des effets durables sur notre avenir. La bonne mise en œuvre de ce programme ambitieux revêt une importance fondamentale. Je voudrais mettre l'accent sur plusieurs points essentiels à la réalisation de nos objectifs.

Tout d'abord, nous devons concentrer nos efforts sur le maintien de la paix et de la sécurité. Sans la paix, nous ne pourrions pas construire des sociétés résilientes, éliminer les causes de la pauvreté ou répondre aux attentes de la communauté internationale.

Deuxièmement, la démocratie est le fondement d'une société prospère. L'absence de démocratie est la principale cause de conflits, de bouleversements sociaux et militaires, de difficultés économiques et d'autres problèmes. Aujourd'hui, nous sommes préoccupés par la menace qui continue de peser sur le développement de nos partenaires en Europe orientale, en particulier l'Ukraine. Ceux qui, partout dans le monde, revendiquent la liberté et l'autodétermination ont besoin de l'appui de la communauté internationale, par l'entremise de l'Organisation des Nations Unies. La démocratie et le respect de l'état de droit doivent être garantis à tout le monde.

L'un des objectifs de notre nouveau programme de développement, le Programme 2030, est l'égalité des sexes alors que les femmes sont encore victimes de violences. Par conséquent, la première étape consiste à garantir leur sécurité et la deuxième étape à assurer l'égalité des sexes au moyen de programmes nationaux

et grâce au respect du principe de responsabilité. Un engagement politique ferme de la part de tous les acteurs à tous les niveaux est essentiel à cet égard. En outre, la communauté internationale doit jouer un rôle plus important s'agissant d'appuyer la création d'institutions de bonne gouvernance qui n'excluent personne.

Pour atteindre nos objectifs de développement durable à long terme, nous devons également nous attaquer aux nouveaux problèmes. Par exemple, la question de l'immigration est un problème qui appelle l'attention de tous les membres de la communauté internationale. L'utilisation efficace de la coopération au service du développement peut être un facteur important dans la gestion des flux migratoires et dans la lutte contre les causes profondes des flux migratoires soudains. Nous avons le devoir moral de fournir un refuge sûr à ceux qui aspirent à la paix, à la liberté et à la démocratie dans leur propre pays, mais sans y parvenir. Il ne fait aucun doute que le succès de ce nouveau programme de développement durable dépend de la façon dont nous allons identifier et mobiliser tous les moyens nécessaires à sa mise en œuvre.

La dernière question essentielle qu'il convient d'aborder concerne la responsabilité. Il s'agit d'un élément incontournable. Le partenariat mondial est synonyme de responsabilité mondiale. Pour les 15 prochaines années, le développement durable et la coopération devront se fonder sur la paix et la sécurité, le respect des droits de l'homme, y compris les droits des femmes et des enfants, l'égalité des sexes, l'appui à la démocratie et la mise en place d'institutions de bonne gouvernance ouvertes à tous.

Pour terminer, n'oublions que ce n'est qu'en joignant les efforts de la communauté internationale dans son ensemble que nous pouvons parvenir à un développement durable et effectif, ce qui est notre objectif.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : Je remercie la Présidente de la République de Lituanie de sa déclaration.

M^{me} Dalia Grybauskaitė, Présidente de la République de Lituanie, est escortée de la tribune.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président du Monténégro.

M. Filip Vujanović, Président du Monténégro, est escorté à la tribune.

Le Président Vujanović (*parle en monténégrin; texte anglais fourni par la délégation*) : C'est pour moi un grand honneur de prendre la parole devant l'Assemblée générale à l'occasion de ce Sommet, qui représente un tournant historique dans les travaux de l'ONU. D'emblée, je voudrais exprimer ma gratitude aux Représentants permanents de l'Irlande et du Kenya, facilitateurs du processus de négociations intergouvernementales qui a permis d'harmoniser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1). Nous sommes convaincus que ce nouveau Programme, qui porte sur les 15 prochaines années, nous permettra de réaliser notre vision visant à garantir le développement durable et la dignité humaine pour tous.

L'année 2015 revêt une importance cruciale pour les travaux futurs de l'Organisation. C'est également cette année que nous célébrons le soixante-dixième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies. À mon avis, il ne saurait y avoir de meilleure occasion de faire le bilan de ce qui a été réalisé jusqu'à présent dans tous les domaines d'activité de l'ONU. Par ailleurs, nous pouvons être satisfaits des progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement et l'harmonisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, un programme certes ambitieux et global, mais réaliste.

Le Monténégro appuie fermement l'adoption du nouveau programme de développement pour l'après-2015. Nous confirmons notre engagement à le mettre intégralement en œuvre. Une tâche difficile en matière de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des progrès accomplis nous attend. Nous estimons que dans l'accomplissement de cette tâche, nous devons être guidés par les principes fondamentaux que sont l'ouverture, le respect du principe de responsabilité, la transparence et le respect des droits de l'homme. Nous avons appuyé l'élaboration d'un programme porteur de transformation sur la base du principe du respect des droits de l'homme et nous sommes convaincus que notre succès dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 sera mesuré à l'aune du respect universel des droits de l'homme.

Nous saluons le rôle central que joue le Forum politique de haut niveau pour le développement durable, qui assurera le suivi et l'examen de la mise en œuvre du nouveau Programme au niveau mondial. Les objectifs de développement durable qui ont été fixés soulèvent un large éventail de questions et de défis indissociables. Nous sommes d'avis que chaque pays est responsable

de son propre développement socioéconomique. Par conséquent, les stratégies nationales pour le développement durable doivent être fondées sur une démarche reconnaissant que la production de biens et de services est essentielle pour améliorer le bien-être matériel et spirituel de la population et exige une gestion durable des quatre catégories fondamentales de ressources nationales, à savoir les ressources humaines, sociales, naturelles et économiques.

Nous devons préserver la viabilité des principales ressources nationales si nous voulons préserver le droit au développement des générations futures. Le droit au développement doit être considéré en relation avec toute l'humanité, les groupes sociaux concernés aux niveaux national et local, les familles, ainsi que les valeurs familiales. La viabilité exige essentiellement que nous prenions des mesures politiques cohérentes axées sur le développement des ressources humaines et la stimulation des investissements sur la base de ces objectifs et que nous évitions de prendre des décisions de nature à entraîner une diminution des ressources nationales.

Les stratégies nationales pour le développement durable appuyées par des cadres financiers nationaux intégrés opérant au sein de l'environnement économique international doivent être renforcées par des mécanismes efficaces. Par conséquent, dans le contexte du processus d'élaboration et de mise en œuvre de ces stratégies et de mise en place d'un cadre pour le suivi et l'application du principe de responsabilité, une coopération étroite avec toutes les parties prenantes s'impose à tous les niveaux, y compris les parlements, la société civile, les milieux d'affaires et le milieu universitaire. Une démarche qui n'exclut personne est une condition préalable à une mise en œuvre réussie de notre futur programme de développement.

Nous estimons que la mise en œuvre du nouveau programme de développement pour l'après-2015 et des objectifs de développement durable, comme en témoigne le Document final adopté à l'occasion de ce Sommet, doit s'inscrire dans le cadre d'un partenariat mondial renouvelé en faveur du développement durable et être appuyé par des politiques et des mesures concrètes, telles qu'énoncées dans le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, qui fait partie intégrante du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

L'engagement du Monténégro en faveur d'une politique de développement durable est incontestable. Nos politiques et nos orientations stratégiques en

matière de développement touchent à toutes les dimensions du développement socioéconomique. Ces 20 dernières années, le Monténégro a maintenu sa décision constitutionnelle de se considérer comme un État écologique, a fait preuve de volonté politique, de zèle, de persévérance et de courage et a consenti des investissements financiers substantiels pour réaliser cette vision. Cette stratégie a joué un rôle particulièrement important pour nous permettre de surmonter les tendances négatives apparues durant la période de transition puis la crise économique mondiale. Même si nous nous sommes heurtés à de nombreux problèmes, au Monténégro, nous nous sommes sans cesse employés à rendre notre développement socioéconomique plus durable et à préserver nos ressources naturelles au profit des générations futures. Le Monténégro a été l'un des premiers pays d'Europe du Sud-Est à créer un cadre institutionnel stratégique pour le développement durable dans le respect des normes des pays développés de l'Union européenne.

Nous fiant à notre propre expérience en matière de mise en oeuvre de politiques de développement durable, et grâce à notre participation au Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable et aux négociations intergouvernementales, nous avons largement contribué à dégager un consensus sur un programme porteur de transformation, universel et global qui tient compte des aspects sociaux, économiques et environnementaux du développement durable. Nous sommes heureux qu'un grand nombre de nos priorités soient reprises dans le nouveau Programme. En conséquence, la réalisation de la vision du Programme 2030 exigera des efforts considérables sur le plan de l'élimination de la pauvreté et des inégalités et de la création de sociétés pacifiques, justes et ne laissant personne de côté, fondées sur l'état de droit et la bonne gouvernance à tous les niveaux.

Conscients de l'importance que revêt la mise en oeuvre du Programme 2030, nous sommes déjà en train d'élaborer une nouvelle stratégie nationale de développement durable pour l'après-2015 qui prendra en considération les objectifs de développement durable et les harmonisera avec notre cadre national. Dans nos programmes politiques, qui reposeront sur nos objectifs de développement durable pour l'après-2015, nous encouragerons la participation des personnes, des familles et des groupes sociaux tout en veillant à la préservation durable et intégrée de nos ressources humaines, sociales, naturelles et économiques.

Le présent Sommet sur le programme de développement pour l'après-2015 a été précédé de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Addis-Abeba, où nous avons adopté le document final portant création d'un cadre financier pour le développement durable. Le nouveau Programme nous donne une forte impulsion afin que nous intensifions nos efforts à la fin de 2015 pour adopter, à Paris, un accord global, ambitieux et juridiquement contraignant sur les changements climatiques qui s'applique à tous les pays. Nous estimons que d'ici la fin de l'année, nous serons parvenus à un accord sur les changements climatiques dans lequel soit reconnues une fois de plus la responsabilité et la volonté de tous les pays et de toutes les parties prenantes d'honorer leurs obligations dans un nouveau chapitre de l'histoire du développement. À cet égard, le Monténégro est disposé à appuyer un accord mondial sur le climat renforcé en réduisant ses émissions de gaz à effet de serre de 30 % d'ici à 2030 par rapport au niveau de 1990.

Le Coprésident (M. Museveni) (parle en anglais) : Je remercie le Président du Monténégro de sa déclaration.

M. Filip Vujanović, Président du Monténégro, est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Museveni) (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre des Îles Salomon.

M. Manasseh Sogavare, Premier Ministre des Îles Salomon, est escorté à la tribune.

M. Sogavare (Îles Salomon) (parle en anglais) : Les Îles Salomon se félicitent de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1). Le nouveau Programme est axé sur les personnes et vise la recherche de la prospérité sur la base de partenariats, mais dans les limites garanties des capacités de notre planète. Nous sommes déterminés à mettre en oeuvre les 17 objectifs de développement durable porteurs de transformation et leurs 169 cibles en fonction de notre conjoncture et de notre contexte nationaux. Ce Programme historique présente un nouveau cadre ambitieux en vue du développement durable qui exige de notre part l'adoption de mesures d'urgence pour inverser nos modes actuels de consommation et de production à l'échelle mondiale, qui sont impossibles à maintenir. Nous devons donc rechercher de nouveaux moyens de procéder et de mesurer la richesse qui soient en rapport avec des garanties pour la survie de

l'humanité. À cet égard, les objectifs de développement durable doivent rester axés sur les personnes.

Le but suprême des objectifs de développement durable n'est pas uniquement d'éliminer la pauvreté; il implique également d'améliorer la santé déclinante de notre planète. Préserver la vie sur terre relève de notre responsabilité commune, car on ne peut chercher la prospérité dans un environnement qui se meurt. Les 17 objectifs de développement durable assortis de délais doivent désormais devenir l'autoroute des partenariats mondiaux, et il importe de mobiliser les ressources nécessaires à cet effet si nous voulons véritablement transformer la vie de nos peuples.

En tant que petit État insulaire en développement, les Îles Salomon restent un cas à part dans le domaine du développement durable du fait de leur vulnérabilité face aux changements climatiques et de leurs caractéristiques uniques, qui exigent une attention particulière de la part de la communauté mondiale. Nous sommes déterminés à œuvrer au développement durable au niveau national en application du Programme d'action d'Addis-Abeba, des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) (résolution 69/15, annexe) et du Programme d'action d'Istanbul, qui peuvent permettre aux petits États insulaire en développement et aux pays les moins avancés (PMA) de passer du développement à la durabilité.

Les Îles Salomon examineront leurs programmes de coopération pour garantir qu'ils sont conformes aux objectifs de développement durable dans le contexte des priorités nationales. Nous incorporerons les objectifs à notre stratégie de développement nationale sur 20 ans (2016-2036) d'ici la fin de l'année ou durant le premier trimestre de l'année prochaine. Nous appelons donc tous nos partenaires de développement à appuyer nos efforts.

Dans le domaine de l'énergie durable, les Îles Salomon travaillent actuellement sur deux projets hydroélectriques avec la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement. Les deux projets font partie de notre programme pour l'après-2015. Nous cherchons également à établir des partenariats pour faire avancer d'autres projets dans ce domaine et réaliser notre potentiel dans le domaine des énergies géothermique et éolienne. Actuellement, 85 % de la population des Îles Salomon ne sont pas reliés au réseau électrique. Nous avons besoin que nos partenaires investissent dans des projets énergétiques à grande échelle qui changeront la donne dans nos régions rurales pour offrir des débouchés à la population et débloquer un tiers de notre budget

national, qui est actuellement consacré à l'importation d'énergies fossiles.

En ce qui concerne l'agriculture, nous prions nos partenaires de développement de nous aider à intégrer notre secteur rural à l'économie générale et de lui donner accès à la part du marché mondial qui lui revient. Le renforcement de l'économie des Îles Salomon repose sur une coopération internationale solide en vue de mettre en place des infrastructures respectueuses de l'environnement dans les domaines de l'énergie, des transports, des communications, de l'agriculture, du tourisme et de l'informatique.

Le Programme 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba et l'accord sur les changements climatiques dont nous espérons qu'il sera adopté à Paris en décembre sont intrinsèquement liés au développement durable. En ce qui concerne les changements climatiques, la science est claire; nous nous dirigeons vers un réchauffement des températures mondiales qui oscillera entre 3 et 3,5°C. Les petits États insulaires en développement et les PMA seront laissés de côté, à moins que les responsables historiques des changements climatiques n'accroissent leurs efforts et ne prennent des engagements ambitieux en matière d'atténuation dans le contexte de leurs contributions nationales volontaires. À l'approche de la vingt-et-unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se déroulera à Paris, je rappelle une fois de plus à chacun l'existence de la Déclaration de Suva sur les changements climatiques, adoptée par le Forum de développement des îles du Pacifique, qui appelle à stabiliser l'augmentation des températures mondiales bien en-deçà de 1,5°C. L'accord qui sera conclu à la Conférence de Paris doit être ambitieux, global et juridiquement contraignant et consacrer un chapitre entier à la question des pertes et des détériorations.

Je terminerai par les propos du regretté Nelson Mandela, qui disait que la pauvreté était due à l'homme et qu'elle pouvait être éliminée. À cela j'ajoute que les changements climatiques sont eux aussi causés par l'homme et peuvent être freinés.

Nous sommes ici pour changer le cours de l'histoire. À cette fin, nos dirigeants politiques doivent avoir pour maîtres-mots honnêteté et qualité afin de pouvoir susciter et satisfaire les espoirs de nos peuples et de notre planète. Nous devons aller de l'avant et nous atteler de toute urgence à la tâche consistant à créer un

avenir meilleur pour nos enfants, leurs enfants ainsi que les générations futures.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Premier Ministre des Îles Salomon de sa déclaration.

M. Manasseh Sogavare, Premier Ministre des Îles Salomon, est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration du Président du Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine.

M. Nikola Gruevski, Président du Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine, est escorté à la tribune.

M. Gruevski (ex-République yougoslave de Macédoine) (*parle en anglais*) : Nous sommes réunis ici à l'occasion de ce Sommet afin d'adopter un programme ambitieux et universel dont la finalité est d'éliminer la pauvreté, d'améliorer le bien-être des citoyens et de protéger notre planète. Je souhaite rendre hommage à tous les États Membres et aux autres acteurs concernés qui ont œuvré sans relâche sur le document final que nous venons d'adopter, intitulé « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 » (résolution 70/1). Ses 17 objectifs de développement durable et ses 169 cibles nous guideront dans l'édification d'un avenir pour nos pays et nos citoyens. La vision d'un monde plus stable, plus pacifique et plus prospère, sans exclusive et respectueux de l'environnement ne pourra se concrétiser que si nous unissons nos forces et travaillons de conserve et en partenariat aux niveaux mondial, régional, national et local.

L'Initiative de l'Europe centrale, que préside actuellement la République de Macédoine, entend s'engager activement dans la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015, et ses États membres ont fait savoir qu'ils étaient disposés à apporter une contribution concrète au niveau régional, à transférer leur savoir-faire et à échanger les meilleures pratiques en vue de mettre au point diverses initiatives en faveur du développement durable, de renforcer les capacités des institutions publiques et de mener des activités de sensibilisation.

La République de Macédoine contribue activement à ces objectifs communs. Après la tenue de la Conférence des Nations Unies sur le développement

durable à Rio en 2012, nous avons commencé à intégrer les principes du développement durable dans nos politiques nationales. Nous avons mis sur pied un conseil national pour le développement durable et avons adopté une stratégie nationale en faveur du développement durable. Au mois de juillet, nous avons procédé à un examen de l'état d'avancement des progrès dans la mise en œuvre de cette stratégie, dont les résultats ont été communiqués à la Division du développement durable du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

La prochaine étape consistera à intégrer les objectifs de développement durable dans nos documents stratégiques, y compris dans notre plan d'action en faveur du développement durable. Nous espérons être aidés dans ce processus au titre du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour la période 2016-2020, qui est en train d'être élaboré en consultation avec toutes les parties prenantes concernées. Le Gouvernement a consulté les organisations non gouvernementales et a tenu compte de leurs observations au moment de répondre au questionnaire de l'ONU concernant la préparation des premières contributions du Secrétaire général au Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable.

Nous avons augmenté de plus de 50% les transferts sociaux pour les personnes socialement vulnérables; certaines prestations financières spéciales ont été introduites, voire augmentées, pour les catégories les plus vulnérables, en particulier les enfants sans protection parentale; et nous avons exempté de charges sociales les employeurs du secteur privé qui emploient ces personnes pendant une période d'au moins cinq ans. Grâce à l'investissement étranger et à l'appui au secteur privé, le taux de chômage dans notre pays a diminué de plus de 11%. Le concept de soins de santé gratuits pour tous les citoyens a été mis en place. Nous investissons dans des infrastructures et des équipements médicaux, et avons réduit les prix des produits pharmaceutiques. En outre, nous versons d'importantes subventions aux agriculteurs.

Pour ce qui est des jeunes, le budget alloué à l'éducation représente ces dernières années entre 5 et 6% du produit intérieur brut, ce qui correspond à celui des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Dans le domaine de l'enseignement primaire, nous avons institué le *Cambridge Primary Science and Mathematics Curricula* (Programme d'enseignement primaire en sciences et mathématiques

de Cambridge). L'enseignement de l'anglais débute en CP, et la deuxième langue étrangère commence à être enseignée en classe de 6^e. Nous mettons un ordinateur à disposition de chaque élève des écoles primaires et secondaires, et avons financé 80 laboratoires modernes destinés à la recherche scientifique. Nous offrons des bourses complètes à chaque citoyen parvenant à s'inscrire dans l'une des 100 meilleures universités au monde.

Concernant l'emploi des personnes de moins de 35 ans, l'État verse des contributions destinées à l'assurance sociale et à l'impôt sur le revenu. Dans le droit fil du cinquième objectif de développement durable qui vise à parvenir à l'égalité des sexes et à autonomiser toutes les femmes et les filles, nous sommes résolus à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, et en particulier à mettre fin à la traite des êtres humains, sur laquelle nous disposons des meilleures évaluations possibles émanant de sources internationales. Nous travaillons actuellement à l'amélioration de la situation économique des femmes grâce à des programmes spéciaux garantissant le financement des emplois féminins sur le marché du travail, l'embauche des mères célibataires, la prolongation du congé de maternité et de la protection spécifique pour les mères qui travaillent, et la promotion de la participation accrue des femmes à la vie politique, de même que grâce à des mesures visant à promouvoir la santé sexuelle et procréative.

Même en tenant compte du fait qu'il doit exister des différences en termes de responsabilités entre les pays se trouvant à des niveaux différents de développement, ainsi qu'une répartition équitable des charges induites par le développement durable, en particulier dans le domaine des changements climatiques et de la pollution, chaque pays doit trouver ses points forts et assumer la part du fardeau qui lui revient en vue de garantir son propre développement. Réalisons ensemble les objectifs auxquels nous venons d'adhérer aujourd'hui pour bâtir l'avenir que nous voulons. Le soixante-dixième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies nous contraint plus encore à obtenir de meilleurs résultats.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président du Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine de sa déclaration.

M. Nikola Gruevski, Président du Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine, est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre du Japon.

M. Shinzo Abe, Premier Ministre du Japon, est escorté à la tribune.

M. Abe (Japon) (*parle en japonais; texte anglais fourni par la délégation*) : Les efforts que nous déployons depuis des années au niveau international pour réaliser le développement durable ont abouti à l'adoption historique du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ce nouveau Programme comprend cinq éléments : humanité, planète, prospérité, paix et partenariat. Il forge aussi un ambitieux plan d'action dans différents domaines, notamment les femmes, la santé, l'éducation, la réduction des risques de catastrophes et une croissance de qualité. Sur la base de ces cinq éléments fondamentaux, tous mis en exergue par le Japon, ce nouveau Programme guidera nos efforts dont l'objectif final est d'éradiquer la pauvreté de la Terre et de transformer le monde en une planète durable à l'horizon 2030.

Le Japon a proposé des objectifs de développement international dès le début des années 90 et a constamment contribué à cette entreprise. C'est pourquoi il se félicite sincèrement de l'adoption du Programme 2030. Je voudrais exprimer mon respect à tous ceux qui ont travaillé avec acharnement à faire avancer le processus. Pour mettre en œuvre ce nouveau Programme universel, nous devons surmonter la traditionnelle dichotomie Nord-Sud; nous devons plutôt œuvrer ensemble pour forger un nouveau partenariat mondial où toutes les parties prenantes, y compris les États, le secteur privé et la société civile, se donnent la main et jouent leurs rôles respectifs. Ce partenariat doit être aussi un partenariat auquel les femmes, les personnes handicapées et les jeunes participent de manière proactive.

Je voudrais réaffirmer que, dans le cadre de ce partenariat, le Japon fera de son mieux, de concert avec la communauté internationale, pour mettre en œuvre ce Programme. Depuis 60 ans, le Japon ne cesse de contribuer à la stabilité et à la prospérité de la communauté internationale en fournissant une aide publique au développement qui se chiffre à 330 milliards de dollars environ, en accueillant 560 000 stagiaires et en dépêchant 190 000 experts et volontaires. C'est en faisant fond sur ces réalisations que le Japon va promouvoir la mise en œuvre du Programme 2030. Nous ferons avancer cet effort sur la base de la Charte de coopération pour le développement du Japon, élaborée

cette année dans le cadre de la coopération au service du développement. Nos actions seront en particulier basées sur le concept de sécurité humaine, principe directeur de la Charte des Nations Unies qui tient compte des besoins de chaque individu.

Afin de promouvoir le Programme, le Japon va d'abord poursuivre différentes activités destinées à réaliser une croissance de qualité, ce qui signifie pour nous une croissance inclusive, durable et résiliente, et donc à éradiquer la pauvreté. Pour atteindre cet objectif, le Japon jouera un rôle de chef de file dans la promotion de l'investissement dans des infrastructures de qualité en tant que base pour une croissance de qualité – non seulement en Asie, mais partout dans le monde, y compris en Afrique. De plus, utilisant la coopération au service du développement comme catalyseur, le Japon va étendre ses partenariats avec le secteur privé afin de mobiliser ses ressources financières et technologiques. Par ailleurs, le Japon va promouvoir la mise en valeur des ressources humaines industrielles en tant que principale force motrice de cette croissance, tirant parti de nos normes élevées en matière d'éducation et de notre technologie de pointe.

La deuxième approche que le Japon mettra en exergue est la protection et l'autonomisation des personnes se trouvant dans des situations vulnérables pour s'assurer que personne n'est laissé à la traîne. Étant donné que la santé est un domaine essentiel dans le cadre de cet effort, le Japon a annoncé une nouvelle politique de santé mondiale destinée à renforcer les systèmes de santé pour mieux préparer la communauté internationale aux situations d'urgence sanitaires publiques, comme l'épidémie à virus Ebola, et promouvoir une couverture médicale universelle dans tous les pays. S'agissant de l'éducation, le Japon a mis au point une nouvelle stratégie de coopération, intitulée « Stratégie d'enseignement de la paix et de la croissance », visant à améliorer la qualité de l'enseignement et à appuyer l'utilisation des ressources humaines dans l'industrie, les sciences et la technologie. En matière de réduction des risques de catastrophe, le Japon jouera un rôle de chef de file dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe pour la période 2015-2030, adopté en mars, et appelle la communauté internationale à proclamer une Journée mondiale sur les tsunamis aux Nations Unies pour mieux sensibiliser le monde sur les dangers que pose ce phénomène.

Troisièmement, le Japon va encore redoubler d'efforts pour réaliser la durabilité environnementale

et sociale. Pour ce qui est des changements climatiques, le Japon n'aura de cesse de fournir une assistance, particulièrement aux pays les plus vulnérables et contribuera activement à la mise en place d'un cadre international juste et efficace applicable à toutes les parties à la prochaine session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques. En outre, le Japon partagera avec le monde ses connaissances et ses efforts réputés en vue de l'édification de sociétés fondées sur le recyclage des matériaux, notamment le concept des trois 3R : réduire, réutiliser et recycler.

Enfin et surtout, les investissements de la caisse commune des pensions du Japon, qui gère 1000 milliards de dollars et qui est la plus importante caisse de pensions au monde, vient d'adhérer aux Principes des Nations Unies pour l'investissement responsable, contribuant de la sorte à la réalisation du développement durable. Dans tout juste trois mois, nous allons entamer la première année de l'action mondiale en vue de 2030. Nous devons agir immédiatement pour appliquer le Programme 2030.

En conclusion, je voudrais réaffirmer notre détermination à relever l'important défi que constitue la réalisation du développement durable en tirant le meilleur parti de toutes les possibilités que nous allons avoir l'année prochaine, telles que le Sommet mondial de l'action humanitaire et la Conférence internationale sur le développement de l'Afrique, la sixième du genre et la première à se tenir en Afrique.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Premier Ministre du Japon de son allocution.

M. Shinzo Abe, Premier Ministre du Japon, est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre du Royaume de Thaïlande.

M. Prayut Chan-o-cha, Premier Ministre du Royaume de Thaïlande, est escorté à la tribune.

M. Chan-o-cha (Thaïlande) (*parle en thaï; texte anglais fourni par la délégation*) : Je suis venu au présent Sommet pour réaffirmer que le Gouvernement et le peuple thaïlandais se tiennent aux côtés de la communauté internationale dans sa détermination à réaliser le nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1). Nous nous

réjouissons que le Programme 2030 soit essentiellement axé sur les personnes, car ce sont les personnes qui, au final, sont les agents du changement et c'est elles qui jouent un rôle dans le développement durable. Des actions que nous menons aujourd'hui dépendra la survie des générations futures.

Aujourd'hui, il ne fait plus aucun doute que c'est l'activité humaine qui est l'une des principales causes des changements climatiques, la menace la plus grave jamais posée à l'humanité. Sachant tout ce que nous savons aujourd'hui, nous avons un choix à faire. Soit nous poursuivons sur la voie d'un consumérisme effréné et d'une croissance maximale à tout prix, soit nous choisissons de vivre de façon durable en privilégiant la qualité, la modération et l'équilibre dans nos vies. Nous pouvons choisir de respecter la nature, plutôt que de la voir simplement comme une matière à exploiter. Ce que je viens de dire découle du principe philosophique d'« économie de suffisance » de Sa Majesté le Roi. C'est cette philosophie privilégiant la raison, la modération et le renforcement de la résilience qui nous a aidés à surmonter plusieurs crises, notamment celle, financière, de 1997, et le tsunami de 2004. Elle a aussi aidé la Thaïlande à atteindre quasiment tous les objectifs du Millénaire pour le développement, et elle est à la base de notre Vision 2015-2020 et de notre prochain plan national de développement économique et social.

Autre défi pressant de notre époque, les inégalités, qui sont la cause profonde de problèmes tels que la pauvreté, les conflits liés aux ressources et la migration illégale, lesquels peuvent, en retour, engendrer la violence. Pour lutter contre les inégalités, nous devons d'abord disposer de lois efficaces. Le Gouvernement thaïlandais a adopté nombre de projets de loi, par exemple, sur la protection des sans-abris, la promotion de l'égalité des sexes et la fourniture d'un accès équitable aux ressources et aux services publics. Nous voulons créer des conditions équitables pour tous, promouvoir la bonne gouvernance, la responsabilisation et la transparence dans l'administration publique et lutter contre la corruption et le népotisme.

Deuxièmement, la valeur intrinsèque de chaque être humain doit être reconnue. Le Gouvernement thaïlandais s'attache à donner des moyens d'agir aux personnes vulnérables et défavorisées. Diverses mesures ont été prises à cet effet, comme la couverture médicale universelle, un fond national d'épargne-retraite, une allocation mensuelle bonifiée pour les personnes âgées et les personnes handicapées et une subvention pour

les nouveau-nés dans les familles pauvres. Nous nous efforçons également de renforcer les individus et la famille, d'améliorer la participation de la collectivité et de promouvoir la cohésion sociale.

Une aide similaire est aussi apportée aux non-citoyens. L'année dernière, le Gouvernement thaïlandais a offert une protection sociale et juridique aux travailleurs migrants non qualifiés, et plus de 1,6 million de migrants ont été enregistrés et régularisés aux fins de l'emploi afin d'être protégés contre les violations des droits de l'homme et contre la traite des personnes.

Toutefois, ils sont encore nombreux ceux qui ont besoin d'aide. Et pour les atteindre, en particulier les groupes les plus vulnérables, nous devons améliorer nos statistiques et nos données ventilées pour leur donner de la visibilité et pour faire en sorte qu'il soit précisément répondu à leurs besoins. Cependant, la reconnaissance sociale de ces groupes est également importante, et nous devons mettre en place une société empreinte de compassion, respectueuse de l'humanité et épousant la cause de l'égalité.

Troisièmement, nous devons créer les conditions propices et favorables au développement durable. Pour jeter des bases socioéconomiques solides, le Gouvernement thaïlandais donne aux populations locales les moyens de se prendre en charge en mettant en place des fonds destinés aux villages, notamment à l'autonomisation des femmes, dans tout le pays. Ces fonds, qui servent à aider les petites et moyennes entreprises locales, ont montré leur efficacité en permettant des créations d'emplois et en fournissant une source de revenus aux populations rurales. Le Gouvernement aide également les agriculteurs à liquider leurs dettes et à promouvoir des pratiques agricoles et une industrie agroalimentaire durables par la mise en commun des savoirs locaux et le recours aux technologies modernes. La Thaïlande est certes en situation de plein emploi, mais le Gouvernement aide également les personnes à faible revenu à trouver du travail grâce à ce que l'on a appelé des centres de recherche d'emplois « intelligents ».

Quatrièmement, nous sommes convaincus que la réduction des inégalités, non seulement dans les pays mais également entre eux, peut se faire grâce aux partenariats pour le développement. Nous nous efforçons de combler les écarts de développement en Asie du Sud-Est continentale, à commencer par nos voisins, en encourageant la connectivité et en mettant en place six zones économiques spéciales le long de nos

frontières, dans le cadre de ce que nous avons baptisé l'initiative Thaïlande plus un.

Cen'est que lorsque les personnes et les populations sont fortes que nos pays et que la communauté mondiale peuvent à leur tour découvrir leur véritable force. Au cours des 15 prochaines années, nous devrions observer des réductions sans précédent des inégalités et de la pauvreté. La Thaïlande se tient prête à œuvrer avec tous les pays et avec l'ONU dans ce but, afin d'instaurer un monde stable, prospère et durable.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Premier Ministre de la Thaïlande de sa déclaration.

M. Prayut Chan-o-cha, Premier Ministre du Royaume de Thaïlande, est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre du Grand-Duché de Luxembourg.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des communications et des médias et Ministre des cultes du Grand-Duché de Luxembourg, est escorté à la tribune.

M. Bettel (Luxembourg) : Universalisme, volontarisme, transparence : jamais le credo des Nations Unies n'aura résonné de manière plus impérative qu'aujourd'hui, où les échos de conflits sanglants se mêlent aux sombres accents prémonitoires de catastrophes environnementales et climatiques annoncées.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1) constitue un sursaut salutaire. Le temps de la réflexion est passé, place à l'action. Notre défi est double : veiller à ce que les 17 nouveaux objectifs de développement durable continuent sur la lancée des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en vue de l'éradication de la pauvreté et de la faim partout dans le monde, et qu'ils nous permettent de canaliser nos efforts conjoints de développement vers des objectifs de durabilité à long terme. Dans cette optique, un suivi rigoureux de la mise en œuvre des mesures adoptées aujourd'hui sera capital, afin de pouvoir mesurer objectivement les résultats et d'avoir une vue d'ensemble des progrès accomplis et à accomplir. Le leadership des Nations Unies, épaulé par les efforts régionaux et nationaux, devra être le garant d'une mise en œuvre inclusive et transversale du Programme.

Notre monde globalisé reste tributaire de rythmes et de vitesses différentes. De même, l'horizon 2030 paraîtra très éloigné à certains, alors que c'est demain! Ne nous y trompons pas : le Programme 2030 est l'affaire de notre génération, et les générations futures nous jugeront sur notre capacité d'action. Le pouvoir transformateur que contient ce Programme devrait apporter une qualité nouvelle au dialogue entre les nations. Dans ce contexte, l'universalisme renouvelé qui est en germe dans ce programme commun ne saurait se développer sans une optique de responsabilité partagée et sans la promotion continue du respect de tous les droits humains et des principes de bonne gouvernance. Comme jamais auparavant, la société civile est appelée à participer au dialogue et à la poursuite des 17 objectifs de développement durable énoncés.

Les vieilles catégories Nord/Sud et pays développés/pays en voie de développement sont devenues caduques, et c'est le dialogue entre égaux, sur des sujets qui nous concernent tous, qui nous permettra d'assurer les bases d'un monde plus égalitaire et interdépendant. Ne laissons pas la course à la compétitivité entraîner des standards au rabais aujourd'hui, et aux conséquences onéreuses et irréversibles demain.

La protection de l'environnement, la lutte contre le changement climatique et l'intégration de critères sociaux ne doivent pas être perçues comme une menace pour l'industrie ou comme un frein au développement économique. Au contraire, ces objectifs permettront de contribuer au développement de technologies propres et de nous engager dans une plus grande diversification de nos économies en promouvant une croissance durable. Certaines entreprises de mon continent m'affirment que d'autres continents ont des règles bien moins sévères et me disent qu'elles vont quitter l'Europe pour aller s'installer ailleurs. Nous avons tendance à parler de dumping fiscal, de dumping social; cessons ce dumping environnemental. Et je dois dire que le déjeuner que j'ai eu à midi, où tout le monde s'engage à aller dans le même sens, est capital. Que certains pays avancent et d'autre pas n'aurait aucun sens.

D'autre part, n'oublions pas que la simple portée des nouveaux objectifs de développement durable, comparés aux OMD précédents, nécessitera des sources de financement diversifiées et mutuellement complémentaires. L'aide publique au développement garde toute sa pertinence, et restera un levier crucial pour apporter des capitaux supplémentaires. Le Luxembourg encourage tous les pays développés à investir 0,7% de

leur revenu national brut (RNB) dans l'aide publique au développement. J'aimerais rappeler dans ce contexte que notre contribution nationale s'élève depuis plusieurs années déjà à 1 % du RNB.

Notre discours ici doit aussi être le même que celui que l'on tient chez nous. Respectons nos engagements internationaux en matière d'aide publique au développement, qui doit atteindre 0,7 % du RNB, et de financement climatique international pour atteindre enfin, comme il a été décidé en 2009 à Copenhague, 100 milliards de dollars annuels en 2020. Ne tombons pas dans les propos simplistes et populistes qui veulent nous faire croire, dans nos pays, qu'il y a assez de problèmes chez nous : alors, pourquoi aider les autres? Si nous nous regardons dans le miroir, soyons honnêtes, et réalisons à quel niveau nous nous plaignons. Quand, chez nous, les produits allégés et de régime ont un succès fou, certaines mères voudraient savoir ce qu'elles pourront donner à manger à leurs enfants, une fois par jour si ça va bien. Quand on se plaint que l'eau n'est pas assez tiède chez nous, parce qu'elle est trop chaude ou trop froide, dans d'autres pays, un enfant serait heureux d'avoir un verre d'eau pour pouvoir vivre. Soyons donc raisonnables et regardons-nous dans un miroir pour constater que les problèmes dont nous nous plaignons chez nous sont souvent des problèmes que je me permettrais de qualifier de superficiels, et de luxe.

Au-delà de cet effort programmatique constant, l'apport du secteur privé et la sensibilisation continue de celui-ci afin qu'il contribue de façon active aux programmes des autorités publiques et s'engage dans la poursuite des objectifs du Programme 2030, pourront et devront compléter le tableau, sachant qu'il faudra veiller à éviter les effets de duplication ou de contradiction. Le Luxembourg est particulièrement attaché au respect et à la promotion des droits sociaux. Le Programme 2030 devra pouvoir garantir des conditions de travail décent pour tous. La troisième Conférence internationale sur le financement du développement d'Addis-Abeba a élaboré un nombre important de pistes à suivre, et les conclusions de cette conférence seront une base essentielle pour la mise en œuvre de notre programme. Le Programme 2030 prend non seulement en compte l'interconnexion croissante entre les différents domaines à l'heure de la mondialisation, mais également l'impact sur l'environnement et le climat. Le volet environnemental de la durabilité, la conservation des ressources naturelles, la protection de la biodiversité et l'assurance de la sécurité alimentaire

sont fondamentaux pour assurer la prospérité et le bien-être durables de tous.

Nous devons débloquer les moteurs d'une économie verte, qui, pour mon pays, exclut l'usage de l'énergie nucléaire. Nous devons rendre nos économies et nos styles de vie plus équitables, plus durables et plus efficaces pour éradiquer la pauvreté. Nous ne résoudrons pas la crise de la pauvreté et celle des migrations sans résoudre les crises dans le domaine climatique et environnemental. Nous n'allons pas surmonter les crises majeures – les migrations, les guerres et la faim – sans restituer la dignité des hommes et des femmes dans le respect de la terre qui nous nourrit.

Le Luxembourg s'est engagé de longue date dans une politique de développement qui privilégie les résultats à long terme et durables. Le caractère inclusif est le corollaire inévitable de cette démarche, reposant sur des analyses objectives, l'écoute des différents acteurs et un suivi qui associe tous les participants impliqués. C'est également la voie que l'on doit suivre pour la réussite du Programme 2030, qui pourra fournir la preuve d'un monde véritablement à l'unisson et d'une humanité sensible aux conditions d'un développement intégré et harmonieux, soucieux de préserver notre planète et d'améliorer le quotidien et la dignité de tous ses habitants.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des communications et des médias et Ministre des cultes du Grand-Duché de Luxembourg, de son allocution.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des communications et des médias et Ministre des cultes du Grand-Duché de Luxembourg, est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre, Premier Lord du Trésor et Ministre de la fonction publique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

M. David Cameron, Premier Ministre, Premier Lord du Trésor et Ministre de la fonction publique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, est escorté à la tribune.

M. Cameron (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Nous nous réunissons à un moment important. Aujourd'hui, nous célébrons les progrès considérables

que le monde a accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et nous nous engageons à aller encore plus loin grâce aux nouveaux objectifs de développement durable. Depuis l'adoption des OMD en 2000, nous avons fait d'énormes progrès. La proportion de personnes vivant dans une pauvreté extrême a chuté de manière significative. Le nombre de décès dus au paludisme a diminué de 60 % depuis l'an 2000, ce qui a permis de sauver plus de 6 millions de vies. Et le nombre d'enfants non scolarisés a diminué de 43 millions. Je suis fier d'être à la tête d'un pays qui a apporté une immense contribution à ces progrès extraordinaires.

Les marchés libres, le commerce et l'investissement du Royaume-Uni ont contribué à stimuler la croissance mondiale. Nos scientifiques ont mis au point des technologies nouvelles pour les plus pauvres du monde. Et, surtout, nous avons tenu nos promesses en matière d'aide. Nous n'avons pas seulement atteint l'objectif de 0,7 % fixé par l'Organisation des Nations Unies, nous l'avons inscrit dans la législation de notre pays. Cet investissement aide les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables du monde à mener une vie meilleure. Des enfants qui, autrement, seraient morts, ont été vaccinés. Des réfugiés qui, autrement, auraient été affamés, ont été nourris et vêtus. Des pays qui, autrement, auraient pu se déchirer, se sont vu offrir une chance de stabilité et de sécurité. L'aide ne suffit pas à elle seule, cela va sans dire, mais elle est essentielle. Et elle porte ses fruits.

C'est pourquoi, aujourd'hui, j'invite d'autres pays à suivre l'exemple de la Grande-Bretagne. Et je dis aux autres dirigeants des pays développés : cela fait des années que nous faisons ces promesses d'aide. Il est maintenant temps de les tenir. Le monde nous regarde. En adoptant ces nouveaux objectifs, nous devons inspirer le monde avec ce que nous voulons réaliser, à savoir ramener à zéro les décès évitables, supprimer l'analphabétisme et la malnutrition et éliminer l'extrême pauvreté en une génération. C'est un appel lancé au monde entier.

Éliminer le fléau de la pauvreté extrême pour la première fois dans l'histoire de l'humanité est un rêve que nous caressons depuis des siècles, un rêve que beaucoup pensaient ne jamais voir devenir réalité, un rêve qui est désormais à notre portée. Je suis ravi que l'élimination de la pauvreté extrême à tout jamais soit au cœur des nouveaux objectifs. J'ai beaucoup insisté pour que ce soit le cas. Et je suis heureux que nous ayons

reconnu que pour mettre fin à la pauvreté extrême, il nous faut aussi donner la priorité aux plus pauvres, aux plus faibles et aux plus marginalisés, pour ne laisser personne de côté.

Mais, aujourd'hui, ensemble, nous nous engageons à aller encore plus loin. Nous ne saurions nous attaquer à la pauvreté sans nous attaquer aux changements climatiques. C'est pourquoi nous nous engageons à progresser de manière viable, en protégeant notre seule et unique planète sur le long terme et en conservant précieusement nos ressources naturelles pour les générations à venir. C'est le seul moyen d'éliminer la pauvreté extrême à tout jamais et d'empêcher que tous les progrès que nous avons réalisés soient réduits à néant par la dégradation de l'environnement ou le danger des changements climatiques.

En outre, nous ne saurions nous attaquer à la pauvreté sans mettre un terme à l'inégalité entre les sexes. C'est pourquoi, aujourd'hui, nous nous engageons en faveur d'un monde où les femmes et les filles soient traitées sur un pied d'égalité avec les hommes et les garçons. Qui plus est, nous nous engageons à lutter contre toutes les causes de la pauvreté. Disons-le franchement, surtout ici : ce qui retient tant de personnes prisonnières de la pauvreté, c'est la corruption, ce sont les gouvernements pourris, l'absence d'accès à la justice, l'absence de droits de propriété, l'absence d'état de droit. Aujourd'hui, pour la première fois, tous les pays du monde s'engagent à s'attaquer à la corruption, à promouvoir l'état de droit et l'accès à la justice, à réduire les flux financiers illicites et à renforcer la restitution des biens volés.

Nous nous engageons à mettre en place des institutions responsables et transparentes, ainsi que des processus de prise de décisions représentatifs afin que chacun dispose d'une identité juridique et de l'accès à l'information. Nous disons que nous devons protéger les libertés fondamentales. Pendant longtemps, ces questions n'étaient pas inscrites au programme de développement mondial. Aujourd'hui, elles figurent au premier rang des priorités, et le monde entier y a adhéré. C'est là une des recommandations clefs du groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015 que j'ai coprésidé avec les Présidents du Libéria et de l'Indonésie, dans son rapport intitulé « Pour un nouveau partenariat mondial : vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable ». Je suis heureux de voir que cette recommandation est

adoptée aujourd'hui ici. La réalisation de ces objectifs passera par des actes et non pas par des paroles. Outre l'aide, nous avons besoin d'investissements, d'échanges commerciaux, de croissance et d'emplois. C'est pourquoi j'exhorte les entreprises du monde entier à investir dans la mise au point de produits pour les plus pauvres et dans de nouvelles formes d'énergie propre. Et j'exhorte les gouvernements à abattre les barrières injustes qui empêchent nos populations de commercer librement, et ce dès la réunion de l'Organisation mondiale du commerce qui se tiendra à la fin de cette année.

Il nous faut aller encore plus loin. Nous avons besoin d'un nouveau partenariat mondial pour que toutes nos politiques – nos politiques fiscales, commerciales et en matière de transparence – contribuent réellement à aider les populations les plus pauvres. Le Royaume-Uni montrera la voie à l'échelle internationale, comme nous l'avons fait pour ce Programme durant notre présidence du Groupe des Huit en 2013.

C'est pourquoi j'ai accepté d'organiser un grand sommet consacré à la lutte contre la corruption l'année prochaine afin de pouvoir avancer en la matière. Je tiens à assurer les dirigeants des gouvernements, des entreprises et des communautés du monde entier que, s'ils s'engagent à avancer dans la réalisation de ces objectifs mondiaux, le Royaume-Uni se tiendra à leurs côtés et coopérera avec eux dans cette quête commune.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : Je remercie le Premier Ministre, Premier Lord du Trésor et Ministre de la fonction publique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de sa déclaration.

M. David Cameron, Premier Ministre, Premier Lord du Trésor et Ministre de la fonction publique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre, Ministre de la défense et des affaires intérieures, Ministre de Rodrigues et de l'unité du développement national de la République de Maurice.

Sir Anerood Jugnauth, Premier Ministre, Ministre de la défense et des affaires intérieures, Ministre de Rodrigues et de l'unité du développement national de la République de Maurice, est escorté à la tribune.

Sir Anerood Jugnauth (Maurice) (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir et l'honneur de participer à ce sommet crucial. Il marque le point culminant de l'ère des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et le passage à la nouvelle période des objectifs de développement durable.

Ces 15 dernières années, les OMD ont été au centre des débats mondiaux et de la planification nationale dans de nombreux pays en développement, dont le mien. Le rôle important joué par les OMD dans les progrès considérables qui ont été réalisés dans la lutte contre la pauvreté fait l'objet d'un large consensus. Nous nous accordons tous sur le fait qu'un programme de lutte contre la pauvreté adopté à l'échelle mondiale doit se poursuivre au-delà de 2015. Dans un monde engagé, déjà, sur une pente dramatique, y compris les changements climatiques et d'autres graves problèmes environnementaux, il est largement admis que les objectifs mondiaux relatifs à l'environnement appellent un surcroît d'attention et d'engagements au niveau international, de même que ceux qui visent à faire reculer la pauvreté. La priorité est maintenant d'édifier un monde durable accordant la même importance à la viabilité environnementale, à l'intégration sociale et au développement économique.

Dans l'ensemble, Maurice a atteint les OMD, en particulier dans les domaines de l'éducation, de l'égalité des sexes et de la réduction de la pauvreté. Nous devons toutefois faire face à certaines préoccupations et priorités nouvelles liées au creusement de l'écart entre les revenus, au chômage dû à l'inadéquation entre les compétences et l'offre d'emploi, à des problèmes démographiques et des questions liées à l'environnement et aux changements climatiques qui peuvent avoir des répercussions sur les OMD et les nouveaux objectifs de développement durable.

Maurice trouve encourageant le fait que le nouveau programme de développement mondial, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1), correspond à son propre programme de développement durable, que j'ai présenté au niveau national le 22 août dans le cadre de ma déclaration sur nos objectifs économiques, ma « Vision 2030 ». Ce programme commun met l'accent sur l'élimination de la pauvreté et l'inclusion sociale en tant qu'éléments indispensables au développement durable. Il vise à assurer la dignité de tous, en garantissant l'accès à des aliments nutritifs, l'eau potable, de bonnes installations sanitaires, un approvisionnement en énergie

abordable et fiable, des soins de santé, un logement, des emplois productifs et décents, une éducation de qualité, la prévention des conflits, l'état de droit et la bonne gouvernance.

Le Programme est axé sur les personnes et garantit les droits, la justice, les libertés et l'accès à l'information. Il promeut et appuie la viabilité des océans, des forêts, de l'agriculture et des écosystèmes terrestres et la durabilité du climat sur terre. Je suis venu ici aujourd'hui non seulement pour souscrire au nouveau programme de développement mondial mais également pour affirmer la ferme volonté politique de mon pays de le mettre en œuvre en temps voulu.

Les inquiétudes liées au climat représentant de véritables menaces à la vie sur notre planète, Maurice espère qu'un accord contraignant sera adopté à la vingt et unième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui aura lieu en décembre à Paris. Mon gouvernement est pleinement déterminé à assurer un suivi efficace de la variabilité et des changements climatiques et à s'attaquer aux problèmes liés à l'élévation du niveau de la mer dans les régions côtières.

Nous nous félicitons en particulier de la prise en compte dans le Programme 2030 d'un objectif spécifique concernant les océans. C'est une cause que nous avons défendue dans le cadre des négociations internationales. La conservation des océans et leur exploitation durable, y compris en haute mer, est très importante pour le bien-être de l'humanité. Maurice entend développer son économie fondée sur les ressources océaniques comme l'un des piliers de son projet de développement durable. Compte tenu du rôle essentiel que jouent les océans, il est impératif de réduire la pollution des eaux, de protéger les fonctions que remplissent les écosystèmes marins et la biodiversité.

En tant que petit État insulaire en développement, Maurice considère que la communauté internationale doit prendre en compte sans tarder les vulnérabilités et problèmes spécifiques des petits États insulaires en développement. Nous devons nous attaquer aux restrictions imposées à ces États au niveau de l'offre afin d'assurer leur intégration au système commercial mondial. Nous devons en outre adopter une conception pragmatique de la question du traitement spécial dans les domaines de l'accès des petits États insulaires en développement aux financements pour le climat et à l'assistance technique ainsi qu'aux échanges commerciaux. Nous sommes convaincus qu'il

serait souhaitable que les petits États insulaires en développement jouissent en tant que tels d'un statut international particulier au sein du système des Nations Unies.

La mise en œuvre d'un programme de développement global pour l'après-2015 exige surtout un cadre global de financement, entre autres moyens nécessaires à son application. Il est évident que les modèles de financement et d'investissement actuels ne permettront pas d'atteindre les objectifs de développement durable. Pour atteindre ces objectifs, il est important d'accroître et de rationaliser l'aide au développement à l'étranger et les flux de financement. Il faut également mobiliser des ressources supplémentaires pour les pays en développement, y compris les petits États insulaires en développement, provenant de multiples sources. Le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement a jeté les bases d'un ferme appui à la réalisation des objectifs de développement durable. Son intégration dans les moyens de mise en œuvre du Programme 2030 propose des mesures concrètes à prendre qui donnent le ton de ce processus. Nous nous félicitons tout particulièrement de la réunion annuelle de haut niveau du Conseil économique et social sur le financement du développement visant à examiner les textes issus de la Conférence internationale sur le financement du développement et les moyens de mise en œuvre du programme pour l'après-2015.

Nous saluons également le fait que le Secrétaire général a constitué une équipe spéciale interinstitutions chargée de rendre compte des progrès accomplis dans le financement du développement et la réalisation des objectifs de développement durable. Maurice accueille également avec une grande satisfaction la mise en place d'un Mécanisme de facilitation des technologies à l'échelle mondiale, qui vise à définir les besoins et les lacunes sur le plan technologique et à faciliter le transfert et la diffusion de technologies adaptées à la réalisation des objectifs de développement durable. Cela est essentiel pour mon pays car les technologies et l'innovation seront le moteur de la prochaine phase de notre développement socioéconomique.

La réalisation des objectifs de développement durable exigera une coopération étroite entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile. La contribution des organisations internationales et des multinationales, qui ont une portée mondiale et disposent de technologies de pointe et d'énormes

capacités permettant de trouver des solutions de grande envergure, est essentielle si l'on veut obtenir des résultats. La réalisation des objectifs de développement durable exigera également une mobilisation sans précédent du savoir mondial, qui doit être appliqué dans de nombreux secteurs et régions.

Mon gouvernement est pleinement déterminé à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et nous appelons la communauté internationale à appuyer les pays en développement afin qu'ils puissent obtenir des résultats. C'est pleine d'espoir et d'attentes que Maurice souscrit à ce document.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (parle en anglais) : Je remercie le Premier Ministre, Ministre de la défense et des affaires intérieures, Ministre de Rodrigues et de l'Unité du développement national de la République de Maurice, de sa déclaration.

Sir Anerood Jugnauth, Premier Ministre, Ministre de la défense et des affaires intérieures, Ministre de Rodrigues et de l'Unité du développement national de la République de Maurice, est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration du Premier Ministre de la République turque.

M. Ahmet Davutoğlu, Premier Ministre de la République turque, est escorté à la tribune.

M. Davutoğlu (Turquie) (parle en anglais) : Nous sommes rassemblés ici pour célébrer un événement historique, à savoir l'adoption d'un programme ambitieux et universel de développement durable. Ensemble, nous nous engageons à transformer le monde au cours des 15 prochaines années. L'humanité est confrontée à des défis complexes et interdépendants. Une pauvreté persistante, des inégalités de plus en plus profondes, les changements climatiques et d'autres formes de dégradation de l'environnement, les menaces sanitaires mondiales, la recrudescence des conflits, l'extrémisme violent, le terrorisme et les crises humanitaires qui en découlent – y compris le déplacement d'un nombre sans précédent de personnes cherchant refuge – constituent une menace pour notre bien-être et l'avenir de notre planète. Au début du nouveau millénaire, nous avons adopté les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Depuis leur adoption, des progrès importants ont été réalisés. Malheureusement, les progrès ont été inégaux à l'intérieur des pays et entre eux, et certains objectifs n'ont toujours pas été atteints.

C'est pour cette raison que nous devons tous nous engager, sans réserve, en faveur du nouveau Programme mondial que nous présentons aujourd'hui (résolution 70/1). Il est essentiel que le Programme 2030 fasse fond sur les réalisations des OMD et permette de mener à bon terme le travail inachevé. La Turquie appuie fermement l'accent mis sur la nécessité de fournir une aide renforcée aux pays les moins avancés et aux pays les plus vulnérables. Cela nous aidera à honorer notre engagement à ne laisser personne de côté.

Ce qui est d'une importance capitale, c'est que le Programme 2030 confirme ce que nous avons observé depuis des années : il est impossible de réaliser le développement durable en l'absence de paix et de sécurité, et la paix et la sécurité sont en péril en l'absence du développement durable. La crise humanitaire qui frappe le Moyen-Orient est un cas d'espèce, car il s'agit d'une tragédie humanitaire causée par l'oppression, l'insécurité et l'instabilité. Nous avons accueilli plus de 2 millions de Syriens en Turquie, dont 960 000 enfants. Pour ceux qui s'intéressent aux statistiques, 66 000 bébés syriens sont nés dans des camps en Turquie. Notre pays a dépensé près de 8 milliards de dollars en faveur des réfugiés qui sont dans les camps, avec une contribution très modeste de la communauté internationale.

Nous ne pouvons pas atteindre les objectifs de développement durable sans nous attaquer d'abord aux urgences humanitaires complexes. C'est pour cette raison qu'il faut mettre davantage l'accent sur le lien qui existe entre le volet humanitaire et le développement. Et c'est pour cette raison que la diplomatie humanitaire turque combine des programmes d'aide humanitaire et d'aide au développement dans le cadre d'une stratégie collective, en particulier dans les pays d'Afrique subsaharienne. Le Sommet mondial sur l'action humanitaire se tiendra à Istanbul les 23 et 24 mai 2016 et sera une excellente occasion d'évaluer le degré de cohérence entre le financement de l'aide humanitaire et le financement de l'aide au développement.

La Turquie accueillera également la huitième réunion du Forum mondial sur la migration et le développement en octobre. À cette occasion, nous discuterons des moyens d'atteindre les cibles et les indicateurs ayant trait à la migration dans le contexte des objectifs de développement durable. Le nouveau Programme soutient la mise en œuvre des programmes d'action pertinents, y compris le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés. En sa qualité de

Coprésident du Groupe des Amis des pays les moins avancés, la Turquie continuera d'apporter son appui à ces pays.

Nous accueillerons la réunion d'examen à mi-parcours du Programme d'action d'Istanbul en juin 2016. Nous comptons sur l'appui des États Membres de l'ONU pour que cette réunion soit couronnée de succès. La Turquie a également offert d'accueillir la Banque de technologies pour les pays les moins avancés dont la création a été proposée et le mécanisme d'appui à la science, à la technologie et à l'innovation en faveur de ces pays. Nous attendons avec intérêt le rapport du Groupe d'experts de haut niveau, qui contiendra des orientations sur les aspects organisationnels et opérationnels de cette Banque de technologies.

Le succès de ce programme de développement nouveau et ambitieux se mesurera à l'aune des actions concrètes que nous prendrons dans la phase de mise en œuvre. C'est pour cette raison qu'une mutation fondamentale s'impose, afin de débloquer les ressources nécessaires au financement des objectifs de développement durable. Le Programme 2030 nous donne quelques réponses à cette question, en définissant certains moyens de mise en œuvre. Ces moyens sont complétés par le Programme d'action d'Addis-Abeba, qui a été adopté à la troisième Conférence sur le financement du développement. Le document final de la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Paris en décembre, sera un maillon supplémentaire à cette chaîne. Ces trois documents finaux constitueront le cadre du programme de développement mondial pour les 15 prochaines années.

La lutte contre les changements climatiques et le développement durable sont étroitement liés. En Turquie, nous allons intégrer les objectifs et les indicateurs de développement durable dans nos plans nationaux de développement.

En ce qui concerne le Groupe des Vingt (G20), la Turquie a fait du développement une priorité de son programme de sa présidence du G20 en 2015. Promouvoir l'intégration des pays en développement à faible revenu dans l'économie mondiale est l'une des plus hautes priorités de sa présidence du G20. Nous n'avons épargné aucun effort pour harmoniser le programme du G20 et les efforts mondiaux en faveur du développement durable visant à éliminer la pauvreté, la faim et les inégalités et à promouvoir les investissements

dans les infrastructures, la sécurité alimentaire, l'accès à l'énergie, l'emploi des jeunes, l'égalité des sexes et une croissance économique sans laissés pour compte, tout en protégeant la planète. Le G20 apporte son aide aux pays en développement à faible revenu.

L'aide publique au développement (APD) demeure essentielle pour appuyer les efforts de développement menés dans de nombreux pays, en particulier les pays les moins avancés. En sa capacité de nouveau donateur, la Turquie a élargi la portée géographique de sa coopération au développement et n'a cessé ces dernières années d'augmenter le montant de son APD, qui est passé de 967 millions de dollars en 2010 à 3,5 milliards de dollars en 2014. Ce montant correspond à 0,45 % de notre revenu national brut, et nous nous sommes engagés à continuer d'accroître nos contributions. Toutefois, une coopération renforcée entre le secteur public et le secteur privé à l'appui du développement durable est également essentielle. C'est pour cette raison que la présidence turque du G20 a intégré le rôle du secteur privé dans le développement – en mettant l'accent sur les entreprises solidaires – dans le programme de développement du G20. Nous continuerons d'encourager les efforts allant dans ce sens. Durant le Sommet du G20 qui sera accueilli par la Turquie à Antalya en novembre, les dirigeants discuteront en détail de la contribution du Groupe à la mise en œuvre du Programme 2030.

Les actes sont plus éloquents que tous les discours. Nous, dirigeants des nations du monde entier, sommes rassemblés ici pour adopter solennellement le Programme 2030. Il s'agit d'une initiative très importante qui donne à l'humanité de l'espoir en un avenir meilleur, un avenir où il n'y aura pas de laissés pour compte. Aujourd'hui, nous faisons une promesse aux générations futures, et ce n'est qu'en œuvrant de concert que nous pourrions tenir cette promesse. Nous, en Turquie, sommes résolus à apporter notre contribution et à honorer nos engagements.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : Je remercie le Premier Ministre de la République de Turquie de sa déclaration.

M. Ahmet Davutoğlu, Premier Ministre de la République de Turquie, est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : À ce stade, j'informe les délégations que nous allons entendre de brèves présentations de la part des Coprésidents des dialogues interactifs.

Je donne maintenant la parole au Coprésident du dialogue interactif I, S. E. M. Miro Cerar, Premier Ministre de la République de Slovénie.

M. Cerar (Coprésident du dialogue interactif I) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de présenter, au nom du M. Ralph E. Gonsalves, Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines, et en mon nom propre, le résumé des délibérations du dialogue interactif I, sur l'élimination de la pauvreté et de la faim.

Nous avons conclu qu'éliminer la pauvreté est une question de dignité humaine. Les objectifs du Millénaire pour le développement ont joué un rôle important de catalyseur pour les progrès importants réalisés dans la réduction de la pauvreté et de la faim dans le monde. Cependant, ces progrès sont très inégaux. Un trop grand nombre de personnes continuent de vivre dans la pauvreté et de souffrir de malnutrition, et la pauvreté persiste dans tous les pays. L'élimination de la pauvreté et de la faim en ne laissant personne de côté exige d'adopter une approche multidimensionnelle afin d'éliminer les causes d'ordre social, économique et environnemental de ces problèmes. Nous devons également lutter contre les inégalités et les problèmes systémiques et structurels. On ne réussira à éliminer la pauvreté et la faim qu'en se penchant sur des facteurs interconnectés tels que la croissance sans exclusive, les moyens de subsistance et l'emploi, l'accès aux infrastructures et aux services de base, la sécurité alimentaire, la nutrition, les soins de santé, l'éducation, la promotion de l'égalité, l'amélioration de la productivité agricole et l'exploitation durable des ressources naturelles. Nous tenons également à souligner le rôle important que jouent les programmes de protection sociale.

La croissance économique est nécessaire, mais elle ne suffit pas si nous voulons accélérer la réduction de la pauvreté et de la faim. La prospérité future exigera également que la croissance économique cesse d'être synonyme de dégradation de l'environnement. Il faut arrêter les changements climatiques. Nous tenons à souligner l'importance que revêtent l'appropriation nationale et l'engagement politique, la participation citoyenne, des politiques budgétaires efficaces, une approche intégrée et cohérente en matière d'élaboration de politiques, la mobilisation de ressources adéquates, le suivi de la progression, la responsabilité et la transparence. Il importe également de renforcer la participation des pays en développement à la prise de décisions au niveau mondial. Il faut faire appel au financement et aux investissements de nombreux acteurs,

au nombre desquels les banques de développement nationales et régionales, le secteur privé et d'autres investisseurs institutionnels, notamment les caisses de retraite et les compagnies d'assurance. Il importe également de mobiliser des ressources supplémentaires, notamment en améliorant les régimes fiscaux nationaux et en trouvant des sources novatrices de financement.

Il est crucial d'investir dans la santé et l'éducation des femmes et des filles. L'emploi et l'intégration des jeunes doivent également recevoir une attention prioritaire. Les groupes marginalisés doivent participer aux processus de prise de décisions. Des sociétés pacifiques et justes sont une condition préalable nécessaire au développement durable. De nombreux conflits sont alimentés par la pauvreté, la faim et le désespoir. Nous avons noté que les revers en matière de développement pouvaient être évités en renforçant la résilience face aux chocs et aux catastrophes. Cela exigera de mettre en place des stratégies et plans adaptés de gestion des risques ainsi que des cadres de protection sociale solides. Enfin, nous tenons à souligner la nécessité de renforcer le partenariat mondial pour le développement aux niveaux national et international.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la Coprésidente du dialogue interactif II, S. E. M^{me} Kolinda Grabar-Kitarović, Présidente de la République de Croatie.

La Présidente Grabar-Kitarović (Coprésidente du dialogue interactif II) (*parle en anglais*) : Au nom du Président du Kenya, M. Uhuru Kenyatta, et en mon nom, j'ai l'honneur de présenter le résumé des délibérations tenues dans le cadre du dialogue interactif II, sur la lutte contre les inégalités, l'autonomisation des femmes et des filles et la nécessité de ne laisser personne de côté.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1) appelle à mobiliser une attention sans précédent sur la nécessité de réduire les inégalités qui existent dans les pays et d'un pays à l'autre. Ce n'est qu'ainsi que nous parviendrons à édifier un monde plus juste, plus stable et plus pacifique. Nous avons convenu que l'incorporation des objectifs et des cibles du Programme aux politiques et programmes nationaux est un engagement qui nous mobilisera tous au cours des 15 prochaines années.

Le Programme 2030 est ambitieux. Il englobe tous les droits de l'homme et vise à éliminer toutes les formes de discrimination. Nous avons reconnu que les objectifs ne pourraient être réalisés si les progrès

ne bénéficient pas à tous, en particulier aux femmes, qui représentent la moitié de la population mondiale. La promotion de l'égalité des sexes est essentielle et aura un effet multiplicateur en ce qui concerne la réalisation de ces objectifs. Tout en reconnaissant que des progrès importants ont été accomplis en la matière, nos délibérations ont mis en exergue certains domaines dans lesquels il faut continuer d'agir.

Premièrement, l'accès universel à une éducation de qualité pour les filles doit être réalisé par tous les moyens possibles selon le calendrier établi. Deuxièmement, les femmes doivent se voir offrir les mêmes possibilités dans le domaine économique, notamment sur le lieu de travail. Troisièmement, nous devons accroître la représentation des femmes à des postes politiques et de direction. Quatrièmement, la violence contre les femmes doit être éliminée, et il faut investir dans la santé sexuelle et de la procréation.

Nous avons convenu que la lutte contre les inégalités exige non seulement de faire évoluer les politiques et les lois, mais également de renforcer les capacités et l'autonomisation au niveau communautaire. Les plus marginalisés, notamment les communautés rurales, autochtones, les personnes handicapées et les personnes âgées, doivent avoir les mêmes possibilités et le même niveau d'accès aux ressources, et ils doivent pouvoir faire entendre leur voix. Un monde viable doit donner sa chance à chacun. La crise humanitaire à laquelle le monde est confronté actuellement, en particulier la situation des migrants et des réfugiés, nous rappelle que nous devons répondre en priorité aux besoins des plus vulnérables. Nous avons tous la responsabilité de veiller à ce que le Programme 2030 soit mis en œuvre. Nous avons besoin de données adéquates, de nouvelles technologies et de larges partenariats. Plus que tout, nous devons mobiliser une volonté politique soutenue si nous voulons atteindre notre objectif commun, à savoir garantir la dignité et l'égalité des chances pour tous.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Coprésident du dialogue interactif III, S. E. M. Charles Michel, Premier Ministre du Royaume de Belgique.

M. Michel (Coprésident du dialogue interactif III) : J'ai l'honneur de présenter, au nom de S. E. la Cheika Hasina, Première Ministre de la République populaire du Bangladesh, et en mon nom, le résumé de la discussion qui a eu lieu lors du dialogue interactif III, en vue de favoriser une croissance économique viable et une transformation structurelle

et de promouvoir des modes de consommation et de production durables.

Nos discussions ont confirmé que la prospérité s'est accrue et que bon nombre d'hommes et de femmes sont sortis de la pauvreté. Cependant, beaucoup reste à faire, en particulier pour les plus vulnérables. Réduire davantage le fléau de la pauvreté, s'attaquer aux causes structurelles des inégalités, assurer l'accès à la justice et respecter les droits de l'être humain restent des priorités majeures. Nous relevons aussi qu'une croissance économique équilibrée et viable est fondamentale pour réduire la pauvreté et assurer le développement durable. Nous devons poursuivre ces objectifs face aux nombreux défis mondiaux actuels et à venir.

Nous reconnaissons aussi qu'une croissance non créatrice d'emplois, l'accentuation des inégalités de revenus et le chômage des jeunes constituent des préoccupations répandues partout dans le monde. Promouvoir des emplois décents et les droits des travailleurs et développer la protection sociale avec un seuil minimum de protection sociale inclus apparaissent comme les clefs de sociétés justes et davantage inclusives. Pour que nos économies soient inclusives, nous devons aussi avoir pour objectif l'égalité entre les femmes et les hommes. Il est essentiel d'investir dans la santé et dans l'éducation des femmes, d'éliminer les violences sexistes et de promouvoir l'entrepreneuriat des femmes pour atteindre les objectifs de développement durable.

Les réformes structurelles et technologiques de nos économies sont nécessaires pour développer un commerce international où les échanges sont caractérisés par un niveau plus élevé d'intensité technologique, par une plus grande valeur ajoutée, par davantage de productivité, et par une pleine intégration pour chacun. La connectivité et l'accès à Internet, de même que le renforcement des institutions, sont aussi des clefs pour accélérer cette transformation. Enfin, renforcer le commerce régional et international apparaît essentiel au développement durable. L'accès aux marchés et à la technologie est fondamental pour s'intégrer dans les chaînes de valeurs mondiales. Il faut investir davantage, en particulier en Afrique, dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, les infrastructures ou encore les transports et l'agriculture. Nous considérons aussi que les investissements intérieurs et l'investissement étranger doivent être stimulés. À cet égard, des partenariats nouveaux doivent être encore mieux définis entre les secteurs privé et public.

Enfin, nous devons découpler la croissance économique d'un côté, et la dégradation de l'environnement de l'autre, et combattre le changement climatique afin de mieux protéger les générations futures. Accélérer un véritable passage à des modes de vie durables exige de changer notre manière de consommer et de mieux utiliser nos précieuses ressources.

Pour terminer, je voudrais remercier les deux Coprésidents de ce Sommet historique. Enfin, je voudrais également m'adresser au Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, qui, tout au long du processus, a été une force motrice et inspiratrice pour nous tous. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1) est maintenant acquis. Il nous reste à nous mettre au travail.

Le Coprésident (M. Museveni) (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la Coprésidente du dialogue interactif V, S. E. M^{me} Michelle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili.

La Présidente Bachelet Jeria (Coprésidente du dialogue interactif V) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de présenter, au nom de S. E. M^{me} Park Geun-hye, Présidente de la République de Corée, et en mon nom personnel, le résumé des délibérations du dialogue interactif V, intitulé « Mettre en place des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous pour réaliser le développement durable ».

Le sentiment général qui s'est dégagé durant le dialogue était que la mise en place d'institutions efficaces, responsables, ouvertes à tous, transparentes et exemptes de corruption sont des préalables indispensables à notre vision commune du développement durable. Bien que l'objectif 16 soit important en soi, il permet de faciliter et d'accélérer le succès de l'ensemble des autres objectifs.

Nous avons convenu que la participation accrue des citoyens était nécessaire pour pouvoir s'approprier pleinement le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1). L'on ne pourra y parvenir qu'en garantissant une éducation de qualité, la non-discrimination, l'égalité des sexes et l'accès à la justice, à l'information et à des données fiables et actualisées, et en tenant compte des groupes les plus vulnérables et marginalisés. Il faudra respecter les normes les plus élevées des droits de l'homme et des libertés individuelles. Le plein engagement des citoyens permettra en outre d'établir des passerelles entre les pauvres et les riches, entre les hommes et les femmes, entre les municipalités urbaines et les

municipalités rurales, et de créer un environnement porteur pour tous les peuples. Tout cela sera crucial pour promouvoir l'intégrité et instaurer la confiance entre les gouvernements et les citoyens.

Nous reconnaissons que des institutions solides fondées sur l'état de droit sont indispensables à l'instauration de sociétés pacifiques au sein desquelles les populations vivent à l'abri de la peur et du besoin. Il faut créer et appliquer une culture de justice pour autonomiser toutes les personnes, y compris les plus marginalisées. Pour mettre en œuvre l'objectif 16 et tous les autres objectifs de développement durable, il est indispensable d'éliminer les barrières en établissant des partenariats entre les secteurs ainsi qu'entre toutes les parties prenantes.

Nous sommes d'accord pour dire que les objectifs de développement durable doivent être intégrés aux stratégies et plans nationaux, étayés par de solides dispositifs de suivi et d'examen. Le rôle important que jouent les parlements et les autorités locales doit être reconnu et renforcé. Il faut créer des partenariats et un environnement stable en mettant en place des institutions solides pour que le secteur privé s'implique de manière dynamique et pour mobiliser les ressources nationales et internationales. Il faut parvenir à l'égalité absolue entre les sexes et libérer le potentiel des femmes.

Les jeunes sont les principaux bénéficiaires d'États et de sociétés pacifiques. Les enfants et les adolescents vivant dans des zones de conflits sont souvent les toutes premières victimes de la violence et des déplacements. Nous leur devons de créer un monde pacifique, juste et prospère.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Abdoulaye Balde, Ministre de l'environnement et du développement durable de la République du Sénégal et représentant du Coprésident du dialogue interactif VI.

M. Balde (Coprésident du dialogue interactif VI) : J'ai l'honneur de présenter, au nom de M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal, et de M. Ahmet Davutoğlu, Premier Ministre de la République de Turquie, le résumé du dialogue interactif VI, intitulé « Mettre en œuvre un partenariat mondial renouvelé ».

Les discussions sur la thématique du partenariat se sont déroulées dans une atmosphère conviviale, avec des recommandations pertinentes portant sur les éléments convergents suivants.

Notant que la réalisation des objectifs de développement durable reposera sur un partenariat mondial revitalisé, nous avons convenu qu'il devra être universel et pertinent pour tous, tout en répondant aux besoins des plus vulnérables et en ne laissant personne de côté. Toutes les parties prenantes doivent être engagées et les besoins des générations présentes et futures pris en compte. Nous avons souligné la nécessité de mobiliser des moyens financiers publics et privés, nationaux et internationaux, et des technologies, ainsi que la nécessité de renforcer les capacités pour un développement durable.

L'aide publique au développement reste critique, en particulier pour les pays les plus pauvres et les plus vulnérables. La mobilisation des ressources nationales, le renforcement de la coopération internationale en matière fiscale et la lutte contre les flux financiers illicites, associés à des politiques viables, des investissements privés et des partenariats efficaces, joueront également un rôle majeur. Nous avons insisté sur le respect sans délai de nos engagements en matière d'aide publique au développement et dans d'autres domaines. Nous avons également souligné l'importance d'une coopération pour le développement qui soit efficace, prévisible, déterminée par les pays et axée sur les résultats.

Nous avons convenu que des politiques cohérentes en matière de financement, de commerce, de dette et de technologie sont nécessaires à la réalisation du développement durable. Nous avons souligné l'importance de la bonne gouvernance et de l'état de droit, d'un environnement porteur, de la lutte contre la corruption ainsi que de l'autonomisation des femmes et des filles, sans oublier l'inclusion des jeunes.

Conscients qu'il convient d'adapter les objectifs mondiaux à l'échelle locale, nous avons fait valoir la nécessité d'en tenir compte dans des plans nationaux de développement concrets, élaborés à la suite de consultations ouvertes avec la société civile, afin d'orienter les politiques nationales et la coopération internationale pour le développement. Les capacités des acteurs locaux doivent être renforcées et l'accès aux services financiers élargi.

Nous avons également mis en exergue les contributions des institutions régionales qui constituent un cadre d'échanges d'expérience et de savoir-faire. Nous avons convenu de la nécessité d'établir des partenariats novateurs entre le Gouvernement, les entreprises et la société civile afin de tirer parti de toutes les ressources et compétences disponibles. Nous avons reconnu que les

politiques publiques et les financements publics peuvent contribuer à la mobilisation de l'investissement privé en faveur des objectifs de développement durable. Nous avons également insisté sur l'importance de données accessibles et transparentes pour assurer le suivi des progrès, l'évaluation des politiques et la redevabilité de toutes les parties prenantes. Nous avons souligné la nécessité d'adopter des approches novatrices, efficaces et inclusives de suivi et d'examen. Nous devons mobiliser toutes les parties prenantes et créer un espace propice à la participation de la société civile, tout en encourageant l'apprentissage mutuel dans notre action commune en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable.

Telles sont en résumé les idées-force que nous avons cru devoir retenir en guise de conclusions ou de recommandations issues de nos travaux.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : Nous allons maintenant passer à la dernière présentation dans le cadre des dialogues interactifs. Je voudrais saisir cette occasion pour remercier tous les Coprésidents de leur important travail.

Je donne maintenant la parole au Coprésident du dialogue interactif IV, S. E. M. Ollanta Humala Tasso, Président de la République du Pérou.

Le Président Humala Tasso (Coprésident du dialogue interactif IV) (*parle en espagnol*) : J'ai l'honneur de faire au nom de S. E. M. François Hollande, Président de la République française, et en mon nom propre, une synthèse des délibérations qui ont eu lieu dans le cadre du dialogue interactif IV, intitulé « Protection de notre planète et lutte contre les changements climatiques ».

Les changements climatiques sont l'un des principaux défis auxquels nous sommes confrontés. Les incidences négatives des changements climatiques compromettent le développement et les possibilités de progrès dans tous les domaines de la vie économique et sociale. Pour atteindre les objectifs de développement durable, il faut maintenir un haut niveau de cohérence entre la lutte contre les changements climatiques et l'éradication de la pauvreté. Il faut mener des actions intégrées aux fins d'une utilisation durable des ressources naturelles et d'une bonne gestion de la biodiversité des forêts, des terres, des montagnes, des océans et des mers. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions répondre à la demande croissante en denrées alimentaires, en eau et en énergie. Il est essentiel de veiller à ce que les femmes,

les peuples autochtones et d'autres groupes vulnérables aient un accès équitable aux terres, aux forêts et aux ressources halieutiques, entre autres.

Il est essentiel de veiller à maintenir et à limiter la hausse de la température entre 1,5 et 2 degrés Celsius. La seule façon d'y parvenir, c'est à travers la décarbonisation de l'économie, ce qui doit être la priorité des pays où les émissions de gaz à effet de serre sont les plus importantes. La transition vers des sources d'énergie renouvelable est particulièrement importante pour améliorer l'efficacité et la façon dont nous utilisons l'énergie et les ressources naturelles.

Nous avons entendu des pays en développement – comme le Pérou, mais surtout les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés – exposer clairement l'étendue de leurs vulnérabilités. Les catastrophes naturelles, qui augmentent en nombre et en fréquence, ont un coût élevé pour nos populations et nos pays et causent d'énormes pertes. L'adaptation aux changements climatiques exige une plus ferme action internationale en termes de ressources financières, de transferts de technologie propre et durable et de renforcement des capacités et, plus important encore, un renforcement de la coopération internationale en faveur principalement des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement. Toutes les parties prenantes, en particulier le secteur privé, doivent renforcer leurs

contributions et ce à tous les niveaux – mondial, régional et national – et un prix du carbone doit être autant que possible imposé afin que les décisions en matière d'investissements soient en faveur des économies à faible émission de carbone.

Plusieurs pays ont annoncé avoir élaboré des plans nationaux ambitieux pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et atténuer l'impact des changements climatiques. La présentation de ces plans par tous les pays avant la conférence de Paris est un bon signe pour la conclusion des négociations à la vingt-et-unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 21) qui aura lieu à Paris en décembre. Nous attendons beaucoup de cette conférence. Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il existait une volonté générale de parvenir à un accord global, ambitieux et juridiquement contraignant, dans l'objectif de limiter l'augmentation de la température à 1,5 ou 2 degrés Celsius. Ce sera vraiment une preuve décisive de notre engagement collectif, en tant que nations et en tant que sociétés, à atteindre les objectifs de développement durable.

Je pense que l'humanité à aujourd'hui l'occasion de forger l'alliance la plus importante et la plus puissante de l'histoire de la planète en matière de lutte contre les changements climatiques et la hausse des températures.

La séance est levée à 18 h 15.